

# Une autre parole socialiste

Quelques textes de militants du SPGB

2001-2011



*La Bataille socialiste*

[bataillesocialiste.wordpress.com](http://bataillesocialiste.wordpress.com)

## Table des matières

La Middle East connexion.....	3
Pourquoi le communisme n'a pas besoin d'argent.....	5
Les amis de nos ennemis.....	8
Le business des camps de rétention en Belgique.....	11
La parole socialiste en plein air à Londres.....	13
Lettre à la Communist Workers Organisation.....	15
Le chavisme .....	16
Le Canada colonialiste.....	18
Les luttes de classes à Sercq.....	19
Le conflit à Gaza.....	20
Réponses à un questionnaire syndical .....	21
La situation en Iran .....	23
Lettre ouverte du SPGB aux syndicalistes.....	24
L'essor et la chute du communisme.....	26
Le socialisme n'a jamais été essayé.....	27
Qui a sauvé les banquiers ?.....	28
Notre Mayday et le leur.....	29
Lever le blocus de Gaza.....	30
Grande-Bretagne: Le gouvernement déclare la guerre de classe.....	31
Pas de leadership .....	32
Où va la Belgique ?.....	33
Business As Usual: La crise économique et l'échec du capitalisme.....	34
Vie de Lénine.....	37
Tous keynésiens désormais ?.....	38
Déclaration de principes.....	39

### Avertissement :

Le Parti socialiste de Grande-Bretagne est une organisation marxiste non-léniniste fondée en 1904 qui n'a rien à voir ni avec le Parti « socialiste » en France, ni avec le Parti travailliste britannique. Pour celles et ceux qui lisent l'anglais, son site est : <http://www.worldsocialism.org/spgb/> et son mensuel est *Socialist standard*. Les textes compilés ici n'en constituent pas un aperçu « officiel » mais permettent de mieux connaître une sensibilité politique originale.

Traductions Adam Buick et Stéphane Julien pour les blogs *Socialisme mondial* et *La Bataille socialiste* (sauf le texte *Le business des camps de rétention en Belgique*, traduit sauf erreur par Nico, et la déclaration de principes).

## La Middle East connexion

Article paru dans le *Socialist standard* d'octobre 2001.

“La première guerre du XXI<sup>e</sup> siècle”, c’est ce qu’a dit Bush suite aux attaques suicides - et meurtrières - contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington le 11 septembre. Un rappel effrayant qui démontre que, si le système capitaliste devait continuer, ce siècle ne sera pas différent du siècle passé. Toutefois, la déclaration de Bush n’était pas tout à fait vraie, car l’attaque contre les États-Unis ce mardi-là faisait suite à un conflit qui dure depuis un demi-siècle, s’exacerbant de temps à autres en guerre ouverte: la lutte pour le contrôle des ressources pétrolières du Moyen Orient.

Les EU n’ont pas participé au démantèlement de l’empire ottoman après la première guerre mondiale mais ont réussi à prendre pied au Moyen Orient avec l’établissement de l’État d’Israël en 1948 en tant qu’avant-poste colonial; État peuplé et gouverné principalement par des immigrés européens, pour servir de gendarme par procuration des EU dans la région. La rivalité entre les puissances occidentales a continué - et continue encore - pendant ce demi-siècle mais il y a 50 ans un nouveau rival est entré en jeu, à savoir, une partie de la classe capitaliste locale (l’autre partie restant liée aux puissances impérialistes).

En 1951 le gouvernement de Mossadeg en Iran a nationalisé l’industrie pétrolière, et fut aussitôt renversé par un coup d’État téléguidé par l’Occident. Puis il y eut l’attaque anglo-franco-israélienne en Égypte en 1956 après que Nasser ait nationalisé le canal de Suez, qui était alors la principale route commerciale pour l’évacuation du pétrole du Moyen Orient vers l’Europe. Puis, après d’autres guerres et “crises”, la guerre de Yom Kippour en 1973 au moment où le boom d’après-guerre tirait à sa fin et qui aida à accélérer cette fin. Puis, il y a dix ans, la guerre du Golfe pour reconquérir les champs pétrolifères du Koweït que l’Irak avait oté des mains de l’Occident, guerre qui a continué depuis avec une moindre intensité par des bombardements réguliers sur l’Irak de l’aviation américaine et britannique. Le conflit en Tchétchénie, lui aussi, avait une dimension concernant le pétrole, puisque le projet d’oléoduc pour faire sortir le pétrole de la mer Caspienne vers l’Ouest donnait à la Tchétchénie une importance stratégique pour la Russie. En fait, l’effondrement de l’empire capitaliste d’État russe réouvrait les gisements de pétrole de la Caspienne à la pénétration du capital occidental, introduisant l’Afghanistan dans l’équation en tant que voie alternative possible pour faire sortir le pétrole caspien sans passer par l’Iran.

Les rivaux des puissances occidentales pour le contrôle des ressources pétrolières du Moyen Orient et des routes commerciales pour évacuer ce pétrole, ainsi que le contrôle des points stratégiques pour protéger ces routes, ont été des sections de la classe capitaliste locale. L’idéologie qu’elles ont utilisé au début en vue d’obtenir un soutien des masses, était un nationalisme anti-impérialiste de gauche et même une rhétorique “socialiste”. C’était le cas de Nasser en Égypte, des régimes baathistes en Syrie et en Irak ainsi que de l’OLP dans les années soixante-dix.

Cela demeure une force politique importante mais depuis les années 80 le fondamentalisme islamiste a rivalisé en tant qu’idéologie de ceux qui veulent le contrôle capitaliste local, au lieu du contrôle impérialiste occidental, des ressources pétrolières du Moyen Orient. Un facteur-clef dans ce changement a été la victoire de la “révolution islamique” en Iran en 1979. Il ne faudrait toutefois pas négliger ce qu’a pu être l’influence du régime intégriste de longue date en Arabie saoudite qui, quoique n’étant anti-occidental, a utilisé une partie de sa rente pétrolière à miner le nationalisme de gauche parmi les militants arabes. Cela avec l’encouragement des États-Unis dans leur lutte contre la Russie capitaliste d’État pour l’hégémonie mondiale. Il est notoire qu’Osama ben Laden - un milliardaire saoudite - et sa

bande étaient armés par les EU et envoyés en Afghanistan en vue d'empêcher que ce pays ne tombe sous le contrôle russe.

Que ceux qui ont attaqué les États Unis le 11 septembre aient été des musulmans intégristes n'a rien donc de surprenant. Le fondamentalisme islamiste est devenu de plus en plus l'idéologie de ceux qui, dans les pays à prédominance musulmane au Moyen Orient, veulent prendre le contrôle des ressources pétrolières des mains de l'Ouest au profit des capitalistes locaux.

Ainsi, l'alignement des forces lors du prochain épisode - militaire - de la lutte continuelle pour le contrôle de ces ressources c'est, d'un côté, une section de la classe capitaliste locale utilisant l'islam comme moyen de s'attirer un soutien des masses et, de l'autre côté, les puissances impérialistes occidentales utilisant la "démocratie" comme leur idéologie pour attirer un soutien des masses en faveur de la guerre. Cependant, "État islamique" contre "Démocratie", ce n'est qu'un écran de fumée déguisant le véritable enjeu, à savoir le contrôle des ressources pétrolières du Moyen Orient. Il s'agit là d'un enjeu qui ne mérite pas le sacrifice de la vie d'un seul membre de la classe travailleuse mondiale.

En tant que socialistes révolutionnaires nous déclarons notre opposition aux deux côtés dans cette guerre et faisons appel à la classe travailleuse du monde pour qu'elle s'unisse afin de mettre promptement fin au système capitaliste et que plus aucune vie ne soit sacrifiée aux intérêts des sections rivales de la classe capitaliste internationale.

# Pourquoi le communisme n'a pas besoin d'argent (ni de bons de travail)

Contribution d'Adam Buick à un débat sur le Réseau de discussion international, juillet 2002.

Le communisme abolit l'argent. Il ne s'agit pas là d'une simple opinion ni d'une suggestion concernant ce qui devrait se produire dans la société future, mais de quelque chose qui découle logiquement de la nature et du communisme en tant que société sans propriété et de l'argent en tant que rapport social dans une société de propriété.

L'argent naît de l'échange, mais l'échange ne se fait que là où les biens concernés ont des propriétaires différents. L'échange représente en effet un transfert mutuel de titres de propriété aussi bien qu'un échange physique des biens. Il est donc absurde de parler de l'existence de l'argent dans la société communiste ; autant parler d'un cercle carré. Le communisme implique une société sans argent puisqu'il implique une société sans propriété. Ce point a été bien compris par des écrivains communistes tels que Thomas More, Gerrard Winstantley (porte-parole des « diggers », groupe communiste de la période de la révolution anglaise. Voir Christopher Hill *Le monde à l'inverse*, Payot), Morelly, Babeuf, Buonarrotti et Cabot, tout comme il l'a été par Marx et Engels qui, en se joignant à ce courant dès les années 1840, acceptaient comme allant de soi que le communisme serait une société amonétaire. Quant à Marx, c'est même son dégoût profond pour l'effet de l'argent sur les rapports humains qui l'a fait devenir communiste.

La première réaction de la plupart des gens à l'idée d'une société sans argent est de demander « voulez-vous donc revenir au troc ? » Cette réaction passe cependant complètement à côté de la planche. Le communisme entraîne la fin non seulement de l'argent, mais également de l'échange dont le troc n'est qu'une forme primitive. En fait, c'est l'abolition de l'échange par le communisme qui entraînera la disparition de l'argent.

Dans une société communiste, l'activité productive prend la forme d'une activité librement choisie entreprise par les êtres humains en vue de produire les choses dont ils ont besoin pour vivre et apprécier la vie. Le travail productif nécessaire de la société n'est pas effectué par une classe de salariés employés mais par tous les membres, chacun coopérant selon ses capacités pour produire les choses nécessaires à la satisfaction des besoins à la fois des individus et de la communauté. Le travail ne peut qu'être volontaire car il n'y aura pas de groupe ou organe social capable de forcer les gens au travail contre leur volonté.

Dans une société communiste, les biens sont distribués gratuitement dans des centres de distribution d'où on les retire sans donner d'argent ni de bon. Les maisons et appartements sont gratuits ainsi que le chauffage, l'électricité et l'eau, comme le transport, les soins, l'éducation, les restaurants, les blanchisseries, organisés en services publics gratuits. Il n'y a pas d'entrée payante aux théâtres, cinémas, musées, parcs, bibliothèques. Le terme le plus adéquat pour décrire cette situation : libre accès car il renvoie au fait que c'est l'individu qui décide quels sont ses besoins. En ce sens, la production dans le communisme est orientée pour pourvoir aux besoins des individus tels qu'ils sont définis par ceux-ci.

## La fin de l'économie

Le communisme n'est pas une économie car, en rétablissant le contrôle humain conscient sur la production, il restaure au procès social de production son caractère originel : une interaction/échange direct entre les êtres humains et la nature. La richesse au sein du communisme est produite directement, en tant que telle, c'est-à-dire des articles utiles nécessaires à la survie et au plaisir de l'homme. Les ressources et le travail sont utilisés dans ce but par des décisions conscientes et non à travers l'opération des lois économiques agissant avec la même force coercitive que les lois de la nature. Bien que la conséquence soit identique, les lois économiques qui entrent en jeu dans une économie marchande telle

que le capitalisme ne sont pas des lois naturelles puisqu'elles sont issues d'un ensemble spécifique de rapports sociaux entre les êtres humains. En changeant ces rapports sociaux en ramenant la production sous le contrôle conscient humain, le communisme abolit ces lois et donc aussi « l'économie », rendant la science économique et toutes ses catégories (argent, achat et vente, prix, valeur, etc) caduques.

L'abondance est une situation où les ressources productives sont suffisantes pour produire assez de richesse pour satisfaire les besoins humains, alors que la rareté est une situation où les ressources productives sont insuffisantes pour réaliser ce but.

Les idéologues du capitalisme considèrent que si l'abondance existait, la valeur, les prix et l'argent pourraient être abolis, mais que puisque l'abondance n'existe pas encore et ne peut apparaître que dans un temps bien lointain, ces catégories doivent toujours exister. En ce cas il ne s'agit plus de définitions, il y a des faits : est-ce que les ressources productives existantes (matières premières, instruments de production, sources d'énergie) et le savoir technologique qui permet de s'en servir sont suffisants pour permettre à la population mondiale de produire assez de nourriture, de vêtements, de logements et autres choses utiles pour satisfaire ses besoins ? Je pense que, de toute évidence, la réponse à cette question est « oui ».

Le communisme cependant n'est pas un « simple état d'abondance ». C'est une condition sociale plutôt que physique ou technique. C'est un ensemble de rapports sociaux correspondant à une société sans classes, c'est-à-dire où tous les membres sont dans une position identique face au contrôle de l'utilisation des moyens de production de la richesse.

La richesse dans le capitalisme étant produite en vue de la vente, les biens particulier qui la constituent deviennent des marchandises ayant une valeur d'échange. En fait, c'est seulement en tant que valeur d'échange que la richesse a une signification pour le fonctionnement du capitalisme ; les millions de différentes sortes de choses utiles produites par le travail humain sont évaluées selon un dénominateur commun—leur valeur « économique » — basé sur le temps de travail moyen nécessaire à leur production, et dont la mesure est l'argent. Les calculs nécessaires à une économie marchande — calculs des valeurs d'échange et des rapports d'échange — se font donc en référence à cet « équivalent général » et ce sont ces calculs qu'on appelle « le calcul économique ».

Avec le remplacement de l'échange par le communisme, la richesse cesse de prendre la forme de valeur et, par conséquent, toutes les expressions de ce rapport social particulier à une économie marchande, telles que l'argent et les prix, disparaissent. En d'autres termes, les biens cessent d'avoir une valeur économique et deviennent de simples objets physiques que les êtres humains peuvent utiliser pour satisfaire un besoin ou un autre. Cela ne veut par dire que les biens n'auront plus aucune « valeur » au sens large du terme ; au contraire, ils continuent à posséder la capacité de satisfaire des besoins humains. La soi-disant « valeur économique » que les biens acquièrent dans une société marchande n'a strictement rien à voir avec leur véritable valeur comme moyen de satisfaire des besoins, puisque l'utilité d'un bien pour l'homme n'a jamais été fonction du temps de travail dépensé pour le produire. Dans le communisme, les biens cessent donc d'être des marchandises, mais ils restent des valeurs d'usage; en fait, cette valeur d'usage y présente plus d'importance puisqu'elle deviendra la seule raison pour laquelle les biens seront produits.

### **Le calcul en nature**

La disparition de la valeur économique signifie la fin du « calcul économique » en tant que calcul en termes d'unités de « valeur » mesurée soit par l'argent, soit directement en fonction du temps de travail. Elle signifie qu'il n'y aura plus d'unité de calcul universelle à appliquer quand il s'agit de prendre des

décisions concernant la production. Le communisme en tant que société sans argent dans laquelle des valeurs d'usage sont produites à partir d'autres valeurs d'usage ne requiert aucune unité de calcul universelle. Les calculs qui y seront nécessaires se feront exclusivement en nature.

Le calcul en nature est un aspect essentiel de la production des biens dans toute société, y compris le capitalisme. Une marchandise est un bien qui, en vertu d'avoir été produit pour la vente, a acquis une valeur d'échange, économique, en addition de sa valeur d'usage. De même, le processus de production dans le capitalisme est à la fois un processus de production de valeurs d'échange et un processus de production de valeurs d'usage, comportant deux types de calcul différents. Pour le premier processus, l'unité de calcul, c'est l'argent, mais pour l'autre il n'y a pas une seule unité de calcul, mais toute une gamme d'unités différentes pour mesurer les quantités et les genres des biens spécifiques utilisés dans la production des biens spécifiques (tonnes d'acier, kilowatt-heures d'électricité, heures de main d'œuvre, etc). C'est pourquoi la disparition du calcul économique (c'est-à-dire du calcul en valeur, en temps de travail) dans le communisme ne signifie nullement la disparition de tout calcul rationnel, car les calculs en nature associés à la production des biens spécifiques en tant que valeurs d'usage continueront.

Le but de la production dans le communisme étant de produire des valeurs d'usage concrètes pour satisfaire les besoins humains, tout ce qui peut intéresser la société communiste à la fin d'une période donnée, c'est de savoir combien de quantités de biens spécifiques ont été produites sur la période. Pour vérifier ceci, il n'est pas nécessaire de réduire le coton, le charbon, les machines, les textiles, la nourriture, etc, etc à un dénominateur commun mesuré selon une unité universelle ; au contraire, c'est précisément dans leurs formes concrètes de coton, de charbon, etc que la société communiste s'intéressera à eux et voudra les compter.

La société communiste n'aura aucun besoin de calculs en valeur tels « revenu national », PNB et d'autres chiffres obtenus en faisant abstraction des valeurs d'usage concrètes des biens spécifiques. En fait, le communisme signifie précisément la libération de la production de sa subordination aux considérations d'ordre économique, c'est-à-dire d'ordre échangiste ou marchand. Le but de la production dans le communisme ne sera donc pas de maximiser le « revenu national », ni le PNB ni la « croissance » (de valeurs d'échange)—ce seront des concepts sans aucune signification pour le communisme—mais de produire les quantités et les types de valeurs d'usage dont les gens indiquent qu'ils auront besoin. Les calculs qu'il faudra faire pour organiser et pour vérifier ceci seront des calculs directement et exclusivement en nature ne nécessitant pas d'unité de calcul universelle, un « équivalent général », ni l'argent, ni le temps de travail abstrait.

De même, au niveau de l'unité de production, les seuls calculs qui seront nécessaires sont des calculs en nature. D'un côté on enregistre les ressources (matériaux, énergie, machines, travail) consommées dans le processus de production et, de l'autre côté le montant du bien produit ainsi que celui des éventuels sous-produits. Ceci se fait bien sûr également dans le capitalisme, mais y est doublé d'un calcul de valeur : la valeur d'échange des ressources consommées est enregistrée comme « coût de production » tandis que la valeur d'échange du produit (après qu'elle a été réalisée sur le marché) est enregistrée comme « recettes de vente ». Si celle-ci est plus grande que celle-là, on a fait un profit ; dans le cas inverse, c'est une perte qu'il faut constater.

Une telle comptabilité des profits et des pertes n'a aucune place—n'a aucun sens même—dans le communisme. La production communiste, c'est simplement la production de valeurs d'usage à partir d'autres valeurs d'usage, voilà tout.

## Les amis de nos ennemis

Traduction d'un article paru dans le *Socialist standard* (mensuel du SPGB) de juillet 2002.

Les manifestants de la marche pro-palestinienne du 18 mai sont entrés dans Trafalgar square en rencontrant un socialiste qui se tenait là, seul, en criant: "Bannissons les dieux du ciel et les maîtres de la Terre". Le même socialiste s'est entendu dire, approximativement, d'aller au diable par des islamistes alors qu'il essayait de défendre le socialisme comme solution pour le Moyen-Orient à Hyde Park, point de rassemblement au début de la marche.

Les diverses sortes de gauchistes (gens de gauche) [\*] qui participaient à la marche ont résolument refusé d'affronter la bande d'islamistes, en dépit de l'opposition ouverte de ces derniers. Mettant désespérément en œuvre leur principe selon lequel l'ennemi de mon ennemi est mon allié, les gauchistes ont ravalé leur langue et gardé le silence, et cela face aux idées les plus réactionnaires scandées par les islamistes: les nations sont séparées sur Terre de par la volonté d'Allah, pas question de défendre la cause des travailleurs car les musulmans travaillent seulement pour Allah. " Paix, allez en enfer [\*\*]" criaient-ils (beaucoup de choses semblent devoir aller au diable en ce qui les concerne, semble-t-il), et pas le moindre gauchiste qui, ayant été au précédentes marches pour la "paix" contre la guerre en Afghanistan, n'ait élevé le moindre mot contre leur cri belliqueux.

Ce n'est peut-être pas si surprenant car c'était en fait une marche pro-guerre. Le S.W.P. [parti islamogauchiste anglais], par le biais de sa soi-disant Alliance socialiste, défendait le mot d'ordre de "victoire de l'Intifada". Des gens à la manif scandaient "Pas de paix sans justice", expliquant que la cause palestinienne était *juste*. Ces deux slogans ne contribuaient guère à une analyse matérialiste de la situation, cela prenait plutôt une ligne moraliste quant aux droits des palestiniens.

### Victoire impossible

C'est vrai sur deux aspects: le militaire et les facteurs de classe. Les palestiniens n'ont aucune chance de vaincre militairement Israël. Une guerre moderne est menée par la force économique, et Israël dispose d'un PIB de \$110 milliards (en 2000) alors que les territoires palestiniens en ont un de \$4.2 milliards (en 2000 aussi). Le premier a ainsi des capacités que n'ont pas les seconds, laissant la majeure partie de la population israélienne en réserve pour les combats, et dispose d'un meilleur système de transports et de communications, ingrédients essentiels d'une guerre moderne (*cf.* CIA World Fact Book: <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/>). Comme il n'y a pas de conditions spécifiques comparables aux jungles du Vietnam ni de levier économique utilisable par les palestiniens, la force du pouvoir est du côté israélien.

L'Intifada ne pourrait donc réussir qu'avec une intervention militaire extérieure. Ce n'est pas surprenant que cela pointe déjà. Il est largement admis que les organisations de guérilla palestiniennes Hamas et Mujahadeen sont financées et contrôlées par la Syrie et l'Iran. On signale moins la dépendance de l'Autorité palestinienne vis-à-vis de l'aide européenne: par exemple, selon le site du consulat britannique à Jérusalem, le Royaume-Uni a donné £1.12 millions pour un "projet de modernisation et unification de la législation" et fourni une aide de £1.13 millions au Conseil législatif palestinien (<http://www.britishconsulate.org/dfid/govern.htm>). Cela signifie que le Royaume-Uni a financé l'infrastructure administrative de base pour une entité politique palestinienne. C'est un total de plus de \$121 millions que l'Autorité palestinienne a reçu (2000, CIA WorldFact Book). En comparaison, l'État d'Israël reçoit \$1.1 milliards d'aides des États-Unis.

Le fondement de cette lutte, comme on l'a souvent noté dans ce journal, est la lutte pour le contrôle des



ressources pétrolières du Moyen-Orient. Historiquement, les États-Unis ont misé sur la politique "Twin Pillar" [des deux piliers] consistant à utiliser Israël et l'Iran comme leurs clients régionaux pour protéger leurs intérêts. L'Iran étant parti aux nationalistes religieux, Israël est devenu le foyer des intérêts américains maintenus dans la région, et la cible principale de leurs rivaux dans leurs tentatives d'enrayer leur capacité de contrôle de la région.

Ces différents intérêts cherchent à poursuivre leurs antagonismes. Il est intéressant de noter par exemple qu'au premier stade du conflit l'armée israélienne s'est attaquée à l'infrastructure physique de l'Autorité palestinienne, infrastructure financée par le Royaume-Uni et l'Union européenne. Vu cette concurrence d'intérêts, les différentes puissances mondiales qui interviennent dans le conflit Israël/Palestine ne chercheront que des résolutions [du conflit] qui soient compatibles avec leurs intérêts propres et contraires à ceux de leurs ennemis. Il est clair qu'en tant que tel, le slogan "Victoire de l'Intifada" a un contenu nul dans les termes couramment risibles de l'"anti-impérialisme" de gauche. La seule résolution possible dans le cadre du capitalisme est une résolution impérialiste au profit d'une ou l'autre des puissances "impérialistes" en lutte dans la région.

Quand un autre socialiste a demandé lors de la manif pourquoi on criait "Victoire de l'Intifada", des gauchistes ont répondu que les palestiniens étaient opprimés. Il serait intéressant de leur demander si les travailleurs de Syrie ou d'Iran sont aussi opprimés, et puisqu'ils le sont de fait, pourquoi ces gauchistes soutiennent les politiques étrangères de ces régimes d'oppression (...). Les gauchistes répondraient sans doute qu'ils soutiennent les luttes des travailleurs arabes, mais que les palestiniens sont opprimés en tant que peuple et que leur droit à l'autodétermination doit être défendu. Cela révèle l'approche moraliste-romantique des gauchistes: l'oppression des travailleurs palestiniens est qualitativement plus grave du fait de la dénégation de leurs droits nationaux, c'est-à-dire la dénégation du droit aux capitalistes palestiniens d'exploiter leurs travailleurs et de les escroquer en leur faisant croire qu'ils ont un intérêt commun à défendre un carré de terre.

### Qui possède domine

Le nationalisme est la forme politique de la mentalité de propriétaire. Il affirme qu'un groupe de gens n'existe qu'à moins de se définir par la propriété d'une portion du monde —les relations entre les "peuples" sont en fait les relations entre ces portions de Terre plutôt qu'entre les gens—. C'était la forme prédominante de l'idéologie de la classe capitaliste ascendante au XIX<sup>ème</sup> siècle, une façon de considérer le monde du point de vue de propriétés opposées, et c'est maintenant un outil pour arnaquer les travailleurs en leur faisant croire qu'il y a des intérêts communs entre eux et leurs maîtres capitalistes dans le cadre de leurs États.

Cela démontre le deuxième aspect de la situation qui dément les slogans de gauche: son contenu de classe. C'est d'abord un problème de propriété. Si les palestiniens gagnaient, ils seraient encore et toujours opprimés en tant que travailleurs, et la terre appartiendrait à une nouvelle série de propriétaires. Ils seraient toujours victimes de la pauvreté, de lois tyranniques et du chaos de l'existence capitaliste. Ils n'auraient qu'à faire le sacrifice de leurs vies pour "gagner" une telle guerre. Il en irait de même pour la classe travailleuse israélienne. La guerre moderne est par nature opposée aux intérêts de la classe travailleuse, elle implique une perturbation du système de production dont nous dépendons pour survivre qui nécessite un recours à un gouvernement tyrannique de la société en période de guerre totale.

La position de la gauche est donc basée sur des idéaux abstraits et moraux plutôt que sur une analyse matérialiste de la situation, et l'on comprend mieux pourquoi ils peuvent manifester aux côtés des religieux sans s'opposer à eux. Leur manif exprimait la volonté d'une victoire, sans tenir compte des facteurs concrets du monde réel, et exprimait leur adhésion à l'idéal de l'autodétermination nationale.

Leur position est essentiellement idéaliste, c'est le désir de voir le monde se conformer à une idée rien qu'en la professant.

La position socialiste contre la religion est simple. Nous pensons que puisque les idées résultent du mouvement historique de la société, et que les prémisses des religions concordent avec des formes spécifiques de religions, la religion est un problème social et non, comme le disent les sectes protestantes, une affaire de conscience individuelle. Nous savons qu'aujourd'hui que la religion participe au processus social d'accès et de maîtrise de la connaissance, qu'elle est le vestige d'une époque révolue dans laquelle l'imagination de l'humanité dépassait ses capacités de compréhension et de contrôle du monde. Le savoir, la connaissance, est inextricablement lié à la façon dont on y accède, dont on pratique la pensée. Dès lors qu'en tant que travailleurs nous vivons dans un monde qui a acquis la capacité de contrôler son environnement, nous devons rejeter des modèles de comportement et d'analyse fondés sur l'impuissance humaine, et les modes de pensée qui vont avec.

C'est pourquoi le camarade présent à la manif pro-palestinienne a été la voix solitaire qui s'est confrontée aux confusionnistes réactionnaires de la religion, argumentant contre des idées qui ne peuvent amener les travailleurs qu'à se fourvoyer en leur cachant le caractère lié à la propriété dans toutes ces questions. Si les travailleurs du monde veulent prendre le contrôle du monde, ils doivent rejeter des slogans tels que "La Palestine aux palestiniens" et affirmer plutôt la nécessité d'une lutte contre le pouvoir d'une minorité qui étaye toutes les guerres, en proclamant "Le monde aux travailleurs!".

#### Notes:

[\*] *gauchistes* en anglais a un sens moins forcément "extrême gauche" qu'en français, et en tout cas pas les évocations liées à la brochure de Lénine ou à mai 68 que ce mot véhicule. Puisqu'on peut quasiment traduire "leftist" par *militant de gauche*, nous mettons une parenthèse. [N.d.T.]

[\*\*] Il y a une distinction théologique en anglais entre aller en enfer et aller au diable. [N.d.T.]

# Le business des camps de rétention en Belgique

Paru sur Liège Indymedia (février 2004)

*Par Dele Iloanya, le 26 janvier 2004 [Né au Nigeria, résidant et travaillant en Belgique, Dele Iloanya est militant du Mouvement socialiste mondial. Il est actuellement détenu au centre de rétention de Vottem, près de Liège].*

Les lois inhumaines sur le droit d'asile et l'immigration du gouvernement du Royaume de Belgique arrivent à leur point d'implosion. En 1998, la Belgique a construit au moins cinq camps de rétention et tous sont encore en fonctionnement. Par exemple Vottem, le camp de rétention de Liège, est fait de quatre sections en forme de croix. Chaque section possède douze chambres, chacune étant faite de deux doubles banquettes de bois, soit quatre personnes par chambre. Le camp de Vottem est un centre fermé, où on n'a aucun accès à la liberté. La même situation s'applique aux autres camps en Belgique. Ils ont utilisés les mêmes plans que les camps d'Hitler dans les années 30 et ont construit les leurs.

Ce n'est pas un hasard si les gens enfermés ici sont pour la plupart des migrants d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Europe de l'Est. Ces gens n'ont commis aucun crime. Ils sont juste en procédure de demande d'asile. Ils sont enfermés depuis plus de huit mois, sans avoir pu sortir. Est-ce à cela que ça ressemble, une démocratie « avancée », la capitale de l'Europe ? Un algérien est resté détenu à Vottem pendant plus de onze mois, pour une histoire de papiers, sans aucune indemnité.

Dans chaque camp de rétention en Belgique, il y a cent soixante détenus. Les Nations Unies payent 200 \$ par personne et par jour. Mais ces centres ne dépensent que 10 \$ environ par personne et par jour. La Belgique est considérée comme le pays le plus raciste du monde. En 1998, cinq gendarmes belges ont tué Semira Adamu, une nigériane ; la famille de la victime n'a reçu aucune indemnité. La Belgique a formé de nombreux « tribunaux kangourous » [tribunaux irréguliers], composés de trois à cinq personnes et chargés de juger si des migrants illégaux ont le droit d'être relâchés de camps de rétention. Ils sont surtout là pour le business, ils ne font rien pour aider les migrants, mais en conservent le maximum pour faire de profits. Les gens embauchés pour diriger ces tribunaux ne peuvent pas agir comme les lois le stipulent, mais attendent les instructions de l'Office des Étrangers ou du Ministère des affaires étrangères à Bruxelles. Du même coup, le tribunal de Liège ou ceux d'autres endroits où il y a des camps en Belgique, sont là pour faire en sorte que les migrants restent le plus longtemps possible dans les camps. En gros, plus longtemps on reste là, plus ils se font de beurre sur votre dos.

J'allais oublier : les tribunaux belges sont formés d'un juge, d'un greffier, d'un procureur, de l'accusé, de l'avocat de l'accusé et de deux policiers qui vous amènent les menottes aux poignets de votre cellule au tribunal. Aucun observateur, ni aucun reporter n'est autorisé à entrer dans la salle de tribunal. Tout ce qui concerne le tribunal est top secret. De même, ils ne vous laissent pas engager votre propre avocat. Le migrant n'est autorisé qu'à aller au tribunal avec un avocat commis par le gouvernement belge. Est-ce que cette attitude inhumaine reflète la véritable démocratie que la Belgique prétend être ?

Dans les camps de rétention, le sida est facilement transmis par transmission sanguine : pour dix détenus, il n'y a qu'une seule lame de rasoir par jour. Bien sûr, il n'est pas hygiénique de partager une lame de rasoir avec un autre.

Cette bande de voyous, c'est-à-dire le Ministère de l'intérieur, l'appareil judiciaire, la police et les compagnies aériennes, sont de connivence pour mettre en place cette variante de capitalisme mafieux pour s'enrichir. Ils attrapent les soi-disant migrants illégaux à l'aéroport de Zaventem pour les déporter sans le consentement de leur ambassade. Le pire, c'est que le jour de la déportation, la sécurité du camp

de rétention vous prend secrètement, sans le dire aux autres détenus et vous laisse seul, en isolement cellulaire, sans la possibilité de communiquer avec qui que ce soit, jusqu'à le jour du départ. D'un seul coup, on se retrouve sur la piste où l'avion attend déjà, ils vous disent de rentrer dans votre pays, comme ça, tout simplement. Certains migrants prennent l'avion, simplement parce qu'ils ont peur de quatre policiers qui mettent la pression sur eux pour rentrer dans leur pays. On est déjà traumatisé après toute cette torture mentale. Certains migrants, sans aucune aide, n'ont pas d'autre choix que de prendre l'avion malgré le danger qui les attend dans leur pays. Où est-ce que cette façon d'agir illégale existe sur la terre ? Nulle part ailleurs qu'en Belgique.

La Belgique emmène les migrants à l'aéroport pour les déporter. Mais si la personne refuse de rentrer dans son pays, ils ont l'air plutôt contents de les ramener dans leur camp de rétention pour deux mois supplémentaires, de manière à se faire encore plus d'argent grâce à eux. Ce qui surprend chaque détenu, c'est qu'avant de le ramener au camp de rétention, une lettre de refus de voyager, envoyée par le Ministère des affaires étrangères à l'attention du camp, l'attend pour la signature. Et cela arrive, même le week-end, quand aucune administration ne travaille. C'est ça qui vous permet de comprendre que les camps de rétention en Belgique sont une source de profits.

La nourriture et les boissons qu'ils fournissent en prison et dans les camps de rétention sont données gratuitement par les fabricants. Quelquefois, elles sont presque périmées, mais les détenus les mangent de toute façon parce qu'ils n'ont pas le choix.

D'après l'article 31 de la convention de 1951 sur les réfugiés, il est interdit de pénaliser les entrées illégales ou la présence de personnes à la recherche de protection. Les plus hautes instances sont d'accord sur ce principe. D'importantes indemnités sont versées pour des accusations ou des détentions erronées. Mais la Belgique fait le contraire.

En mars 2003, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a rappelé que tous les états « devaient prendre des mesures concrètes pour que les réfugiés et les demandeurs d'asile ne soient pas pénalisés ». Mais la Belgique fait le contraire. Étant donné ce qui se passe, je ne crois pas que les Nations Unies fassent assez pour protéger les réfugiés en Belgique. Les réfugiés et les demandeurs d'asile doivent faire face à de nombreux contrôles policiers, et personne ne leur vient en aide. Il est inique, criminel, qu'un pays qui prétend s'appeler une nation développée en soit encore à pratiquer l'idéologie nazi des années trente. Il est grand temps que le monde se soulève contre l'attitude de la Belgique, qui détient illégalement des migrants sans indemnité selon ce qui est prévu par la convention de 1951 sur les réfugiés.

Dele Iloanya

## La parole socialiste en plein air à Londres

D'après la majeure partie de l'article *On the stump: A short history of SPGB outdoor speaking*, par Keith Scholey, paru dans le *Socialist standard* de juin 2004.

Le Parti socialiste de Grande-Bretagne a accordé une grande place aux réunions publiques en extérieur, dans sa propagande, ses efforts de recrutement, la distribution de sa presse, jusque dans les années 1950 où cette forme de propagande a commencé à décliner.

Dans les premières années du Parti, on discutait surtout dans des salles, les activités à l'extérieur étant cantonné aux mois d'été. Les meetings avaient lieu à Londres et Manchester. Une feuille de route annuelle, la "Lecture List", fut mise en place en 1908. L'été 1914, avant le déclenchement de la première guerre mondiale, 22 sites furent activés les dimanches à travers la capitale. Il pouvait s'agir de coins de rue, à l'extérieur des pubs, , certains étaient connus depuis les années 1880.

Les dimanches étaient les journées de prédilection pour la propagande en plein air: dans la rue en fin de matinée et le soir, dans les parcs l'après-midi. Le SPGB a ainsi une longue tradition d'orateurs, notamment Jack Fitzgerald et Alex Anderson avant guerre; Bob Ambridge, Sammy Cash, Solomon Goldstein, Clifford Groves, Sid Rubin, Charlie Lestor et Tony Turner entre les deux guerres. Harcelé pour ses positions anti-guerre, il doit cesser ces activités en décembre 1914. Elles reprennent en 1919, mais à un niveau inférieur à ce qu'elles étaient avant guerre. La propagande dans les parcs (qui sont importants à Londres) s'est développée et s'est recentrée sur 5 espaces : Brockwell Park, Clapham Common, Finsbury Park, Hyde Park et Victoria Park.

Contrairement à 14-18, la seconde guerre mondiale n'a pas interrompu les interventions de plein air. Quoique réduites, et forcément pendant la période des bombardements, des paroles socialistes contre la guerre ont continué pendant celle-ci dans les parcs londoniens. Ce fut même l'apogée entre 1945 et 1949 avec un millier de réunions par an. En dehors de Londres il y avait notamment une activité propagande en plein air significative à Glasgow, avec un orateur assez exceptionnel nommé Alec Shaw.

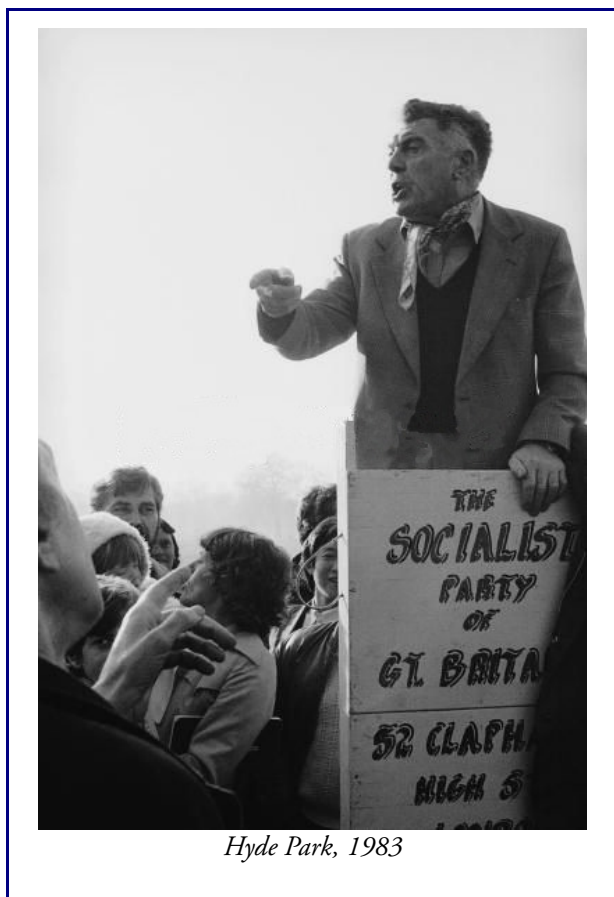
Avec les années 50, la fin du rationnement de l'essence, le développement de la radio et la pression des autorités pour "ranger" (*tidy up*) les espaces publics, vint un déclin des réunions de coin de rue et dans les parcs.



*Turner, orateur du SPGB (Londres, 1946)*



*Plus récemment*



*Hyde Park, 1983*

## Lettre à la Communist Workers Organisation

Publié sous le titre *Letter from SP* dans *Revolutionary Perspectives*, 06-2005.

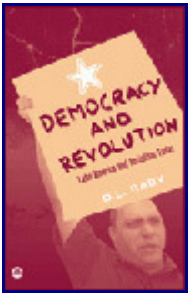
Dans votre dernier numéro (n° 34) vous publiez une lettre critiquant le Parti socialiste de Grande-Bretagne et son journal le *Socialiste Standard* ... Son argumentation semble être que, puisque que «le pouvoir politique est en définitive fondée sur son consentement» (c'est le cas), lorsque la classe ouvrière retire son consentement à la domination capitaliste, le capitalisme touchera à sa fin, que le Parlement soit gagné ou pas ou qu'il existe encore. Logiquement, il en va ainsi. Mais la position SPGB est qu'une fois que ce consentement est retiré, la question se pose de savoir quelle est la meilleure façon d'en finir avec le capitalisme avec un minimum d'effusion de sang et de perturbation de la production et de la vie sociale? Le SPGB répond que dans les pays où des institutions politiques stables existent, c'est en organisant à leur prise en charge (ainsi qu'on le fera pour la gestion de la production). D'autres voies sont envisageables: en ignorant l'État, une grève générale, la désobéissance civile, l'insurrection armée (comme l'ont proposés particulièrement les anarchistes). Le SPGB rejette ce qui se fonde avant tout sur un risque de "guerre civile sanglante", ce qui ne semble pas être du goût de votre correspondant. Celui-ci ne comprend pas la position du SPGB, dont il n'a jamais été membre, caricaturant une position qui considérerait qu'on ne peut aller au socialisme *que* par le Parlement. En fait la position du SPGB est que dans les pays capitalistes développés le recours aux institutions politiques est la meilleure option (quoiqu'elle ne soit pas la seule possible), et qu'au cas où (comme dans certains pays capitalistes moins développés) ce n'est pas possible, et bien une autre méthode devra être utilisée. Comme tous ceux qui ont été au SPGB le savent, nous avons toujours soutenu le vieux slogan chartiste: "*paisiblement si on peut, de force s'il le faut*". De même votre correspondant (et de fait vous aussi dans votre introduction à sa lettre) conclut que le SPGB affirmerait que la propagande et l'éducation socialistes sont essentielles à l'émergence d'une conscience socialiste de masse, que le SPGB affirmerait que c'est la seule méthode en la matière. On ne peut pas suivre ces propos. Si c'était le cas, il vous appliquerait la même remarque quand page 24 vous dites sur cette question: "Ce sera la tâche des membres du futur parti de réaliser l'éducation la plus massive possible des travailleurs engagés dans la lutte". Le SPGB serait quant à lui d'accord avec ce propos. La conscience socialiste émerge d'une interaction entre la classe ouvrière mécontente en lutte mais intégrée au capitalisme, et la propagande des idées socialistes qui leur permet d'y voir plus clair. Personne, parmi ceux qui se reconnaissent quelque affiliation avec les idées de Marx, ne pourrait prétendre le contraire. Le SPGB ne le fait pas. Mais n'évoquer Marx, qui dans les années 1840 pensait (à tort, Engels et lui l'admirent plus tard) que la révolution bourgeoise dans des pays comme l'Allemagne serait rapidement suivie d'une révolution prolétarienne, que pour soutenir l'émergence du socialisme en termes de guerre civile... c'est oublier que par la suite le même Marx a soutenu que les travailleurs devaient utiliser le vote et le Parlement. L'anti-parlementarisme est une position anarchiste, non marxiste.

AB

# Le chavisme

Traduction d'une note de lecture parue dans le *Socialist standard* de janvier 2007.

*Democracy and Revolution: Latin America and Socialism Today.* By D. L. Raby (Pluto Press)



L'Amérique latine a sa propre tradition du marxisme, ou plutôt de "marxisme-léninisme", quoique relativement peu connu en Europe. Issue de l'idéologie démocratique-bourgeoise qui encourageait la «libération» de l'Amérique latine du joug espagnol dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, elle était plus nationaliste et anti-impérialiste que pro-ouvrière même si elle visait à améliorer le sort de «peuple».

Cuba l'illustre bien (et ce livre le montre, par inadvertance). Les révolutionnaires cubains qui ont renversé la dictature de Batista en janvier 1959 l'ont fait au nom de la tradition révolutionnaire cubaine anti-espagnole, au cri de « Patria o Muerte » (la Patrie ou la Mort). C'est seulement par la suite que la révolution s'est été déclarée "socialiste".

Au Venezuela aussi, Chavez, élu président en 1998, ne s'est déclaré « socialiste » que quelques années plus tard (en décembre 2004). Mais, contrairement à Castro, Chavez n'a pas la prétention d'être un marxiste ou un léniniste, mais, annonçant un nouveau type de socialisme: «un socialiste du 21<sup>e</sup> siècle ». Pour les gauchistes déçus de leurs espoirs placés dans la Yougoslavie, puis en Algérie, puis au Vietnam, puis au Nicaragua, le Venezuela est devenu la nouvelle Mecque. Le livre de Raby est, de fait, une tentative pour défendre le «chavisme» comme stratégie socialiste.

Il explique que la stratégie du «vieux marxisme-léninisme», avec le rôle indispensable de direction qu'il attribue à une avant-garde omnisciente et centralisée, à la façon non seulement par des vieux partis communiste liés à Moscou parties anciennes, mais aussi des trotskystes et maoïstes, ne marche pas et ne marchera jamais. Prenant pour exemples Cuba et le Venezuela, il dit que, si l'avant-garde est encore nécessaire, l'essentiel doit venir de masses populaires ayant un lien particulier avec un leader charismatique comme Castro et Chavez. Selon lui, cette relation n'est pas celle d'un simple chef à ses subordonnés, mais celle où le chef interprète en quelque sorte, et exprime les vœux imparfaits de la population (ce qui semble assez mystique).

Alors que la plupart des gens n'y verraient pas une comparaison flatteuse, Raby compare Castro et Chavez à d'autres dirigeants latino-américains charismatiques comme Peron en Argentine. Cela pourrait avoir une part de vrai dans la mesure où Peron, lui aussi, s'adressait aux travailleurs et en recevait un soutien considérable.

Raby examine aussi trois révolutions infructueuses: le Chili, le Portugal et le Nicaragua. Le cas du Chili est tout présente un intérêt tout particulier pour nous, puisque depuis ce qui y est arrivé à Allende en septembre 1973, quand il a été renversé et mourut dans un coup d'État mené par le général Pinochet, le Chili est toujours utilisé comme un argument contre la possibilité d'instaurer pacifiquement et démocratiquement le socialisme. Raby confirme l'analyse nous avons adopté à l'époque: outre le fait qu'il visait le capitalisme d'État plutôt que le socialisme, un facteur clé c'est qu' Allende était devenu



président en 1970 avec seulement 36 % des voix et qu'il n'a jamais connu le soutien d'une majorité populaire:

«Avec un président élu par seulement 36 pour cent de l'électorat et une coalition qui n'atteignit que brièvement un peu plus de 50 pour cent (en avril 1971), il n'avait pas de réel mandat pour un changement révolutionnaire».

Ce n'est donc pas un exemple de coup d'État face d'une majorité déterminée, celle qu'il y aura pour que le socialisme puisse être instauré.

Le Venezuela, pays producteur de pétrole de premier plan, bénéficie d'un revenu considérable à titre de rente, que le gouvernement Chavez a redistribué d'une consommation de luxe des riches vers l'amélioration de l'éducation et des prestations de santé pour la masse du peuple. Nous ne voulons pas minimiser cela, mais ce n'est pas le socialisme. Raby en convient, mais dit qu'une «défaite du capitalisme à l'échelle mondiale » étant «un idéal irréalisable à l'avenir», c'est la meilleure chose que les socialistes puissent actuellement espérer. Les socialistes doivent donc, dit-il, réduire leurs ambitions et ne pas aller au socialisme, mais se contenter de ce que Antonio Carmona Baez, qu'il cite, appelle «une économie d'État dirigée par les socialistes». Nous ne sommes pas d'accord. Assurément, l'une des leçons du 20<sup>e</sup> siècle aura été que le capitalisme d'État national n'était pas une étape vers le socialisme et qu'il était insoutenable à long terme.

ALB

## Le Canada colonialiste

Traduit de *Socialist Banner* (WSM Africa), 6 décembre 2008.

Le Canada est maintenant une superpuissance dans le secteur de l'exploitation minière africaine. Selon le Ministère des Ressources naturelles du Canada, seule la République d'Afrique du Sud, avec plus de 35 % des actifs et investissements, est (juste) devant le Canada dans l'industrie minière africaine. Mais avec des actifs de l'Afrique du Sud concentrés sur son propre territoire, le Canada domine le reste du continent. En 2001, les compagnies canadiennes ont opéré dans 35 pays. 91 % des investissements canadiens ont été concentrés dans huit pays, par ordre d'importance: l'Afrique du Sud (25.6 %), la R.D. du Congo (17.8 %), Madagascar (13.8 %), la Zambie (9.9 %), la Tanzanie (9.5 %), le Ghana (6.5 %), le Burkina Faso (4.7 %) et la Mauritanie (3 %). L'Afrique a représenté 11 % des 25,8 milliards US\$ d'actifs canadiens cumulés dans l'exploitation minière en 2001, une proportion qui devrait s'élever à 17 % des 85,9 milliards \$ totaux dans les mêmes actifs d'ici à 2007. La diplomatie canadienne est nettement au service des intérêts de ce business, tout en poursuivant apparemment des objectifs de développement. Par exemples :

- en 1996, le Haut-commissaire canadien en Tanzanie est intervenu à plusieurs occasions pour influencer des modifications de la législation minière comme un moyen de promouvoir les intérêts d'affaires canadiens, notamment pour répondre aux revendications de mineurs locaux remettant en question la légitimité juridique de la compagnie minière Sutton sur le gisement de Bulyanhulu.
- En juin 2008, le personnel de cette même Haute Commission est intervenu énergiquement dans les affaires parlementaires tanzaniennes pour s'assurer que les politiciens du pays rejettent les conclusions du Comité présidentiel de révision des secteurs d'exploitation minière. Le Comité avait recommandé qu'une plus grande partie des profits réalisés par de plus hauts prix reste conservée pour le pays lui-même.
- En 2004, l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies avait critiqué une partie d'un rapport produit par le Comité d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en R.D. du Congo, où neuf compagnies canadiennes ont été accusées de violer les directives de l'OCDE (l'Organisation pour la Coopération Économique et le Développement) pendant la guerre perdurant dans le pays. L'image du Canada comme pays modéré et partenaire désintéressé du développement en Afrique est tout à fait caduque dorénavant.

## Les luttes de classes à Sercq

Traduit du blog du SPGB en décembre 2008.

Sercq, une des îles anglo-normandes, était la dernière partie de la Grande-Bretagne à avoir un système gouvernemental féodal avec le pouvoir politique aux mains des propriétaires fonciers héréditaires. Il y a quelques années deux capitalistes, les frères Barclay, qui possèdent le *Daily Telegraph*, le *Spectator* et d'autres titres de presse, s'y sont déplacés et ont financé une campagne, qui est allée jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, pour renverser l'ancien régime. Pour la première fois s'y sont donc déroulé jeudi dernier des élections démocratiques.

Les frères Barclay, en tant que capitalistes riches, avaient leur propre liste de candidats, mais elle n'a pas réussi, les partisans du seigneur féodal (son titre officiel c'est vraiment "The seigneur") obtenant une majorité de sièges.

Vaincus, les capitalistes ont immédiatement eu recours au pouvoir de l'argent, à l'opposé de celui de la terre, et ont fermé leurs entreprises sur l'île pour punir ceux qui n'avaient pas voté pour eux.

Voilà qui montre que le discours capitaliste sur la "démocratie" est encore, comme au XIXème siècle, une façon d'essayer de transférer le pouvoir politique des vieilles classes foncières à eux-mêmes. Un changement de maîtres pour les gens ordinaires, comme lors de la Révolution française. Mais les gens de Sercq ont préféré le démon qu'ils connaissaient au démon qu'ils n'avaient pas encore. Et nous pouvons constater que les capitalistes ne croient en la démocratie qu'aussi longtemps qu'ils en reçoivent un intérêt.

ALB

## Le conflit à Gaza

Traduction d'un article paru sur le blog du SPGB le 29-12-2008

Il faut souhaiter un cessez-le-feu immédiat. Les victimes d'un conflit sont toujours les travailleurs qui seront blessés ou tués, qui vivront dans la peur et verront se développer la haine.

La véritable solution à ce carnage dans la bande de Gaza et plus largement dans la région est que les travailleurs palestiniens et israéliens comprennent leur position de classe et reconnaissent qu'ils ont plus en commun qu'avec leurs classes dirigeantes, que ce soit le gouvernement israélien ou le Hamas. Un ou deux États, là n'est pas la solution. Le sionisme et les autres nationalismes (aggravés par les superstitions religieuses) ne font que diviser la classe ouvrière.

"Les travailleurs n'ont pas de patrie, ils ont un monde à gagner" est une maxime aussi vraie aujourd'hui qu'elle l'était en 1848. Mais une telle position internationaliste n'émergera que lorsque les travailleurs adopteront cette position socialiste.

Within the tormented area of the struggle Arab and Jewish workers have already given evidence of where the chains rub them by the strikes that have taken place against Jewish, Arab and alien masters. These Jewish and Arab workers form the vast mass of the population of the territories involved; they are the poverty-stricken exploitable material without which neither the Jewish nor Arab capitalists and landowners, nor outside capitalists, would be able to reap their harvest of profit from those rich areas.

Industrially and commercially Jewish capitalists have been the progressive force. They have brought highly developed Western methods to a backward area, and in places have made the desert bloom. But with Western methods they have brought Western forms of wage-slavery and expanded under cover of nationalist ideals. For the Arab and Jewish worker neither Arab nor Jewish national independence will remove the mark of subservience from their brows. Their only hope of a life of comfort and security lies in joining with their brethren of other countries in a world socialist movement to overthrow capitalist domination in all its forms and establish Socialism in its place. Only a world Socialist system can remove from society the machinations of the oil and other capitalist interests that periodically turn the world into turmoil and bring greater misery to the millions of the workers.

(extrait d'un article "la Palestine et ses problèmes", *Socialist Standard*, juin 1948.)

Le SPGB a publié en 1947 une brochure: *The Racial Problem: A Socialist Analysis* qui comporte trois chapitres sur l'antisémitisme et le sionisme.

# Réponses à un questionnaire syndical

Traduit en mai 2009.

En Angleterre, l'Union des services (Public & Commercial Services Union, *PCS*) a adressé un questionnaire à différents candidats aux élections européennes, en précisant qu'elle ne donnerait d'autre consigne de vote que celle de voter contre l'extrême droite. Voici les réponses de notre camarade Adam Buick, un des candidats de la liste du Parti socialiste de Grande-Bretagne dans la circonscription du Grand Londres.

**Question 1:** PCS est en campagne pour un salaire équitable pour ses membres, ce qui signifie que les salaires devraient augmenter, au moins proportionnellement à l'inflation et être négociés au niveau national au lieu d'une série de 200 négociations dans la fonction publique et les organismes non-ministériels [*NDPBs, Non Departmental Public Bodies*]. Êtes-vous en faveur de notre campagne pour des salaires justes et l'égalité des salaires hommes/femmes dans la Fonction publique?

**Réponse:** Le Parti socialiste soutient le principe d'organisation des travailleurs pour négocier avec les employeurs les salaires, les conditions de travail et toutes autres questions du travail. Nos militants sont eux-mêmes des syndicalistes actifs. À notre avis, c'est aux travailleurs concernés de décider eux-mêmes démocratiquement des meilleures actions à mener dans ce domaine, et non à un parti politique.

Tout en appuyant le principe du syndicalisme nous exhortons les syndicalistes à reconnaître le caractère essentiellement défensif de leurs activités et à envisager la nécessité d'établir une société socialiste de propriété commune, de contrôle démocratique, de production pour l'usage et de distribution pour les besoins, comme la seule façon de résoudre les nombreux problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés en régime capitaliste. C'est sur cette base que nous sommes dans ces élections.

**Question 2:** Êtes-vous favorable à des campagnes syndicales sur la directive temps de travail (donnant aux travailleurs le droit à 4 semaines de congés payés)?

**Réponse:** Même chose que la réponse à la question 1.

**Question 3:** Le gouvernement a proposé £ 15 milliards de dollars d'économies budgétaires en plus des 100.000 suppressions de postes dans la fonction publique. Il prétend que ces réductions n'auront pas d'impact sur les prestations des services au public (...) Quelle est votre position sur les questions d'emplois dans la fonction publique?

**Réponse:** Même réponse qu'à la question 1.

(...)

**Question 5:** PCS est préoccupé par la poursuite de la privatisation de la fonction publique. Nous pensons que cela est coûteux et inutile et met en péril les services offerts au public, souvent pour les plus vulnérables de notre société. Quelle est votre position sur la privatisation des services publics?

**Réponse:** Même réponse qu'à la question 1.

**Question 6:** Êtes-vous conscient de l'engagement de la FSESP sur la privatisation des services publics et êtes-vous prêt à la soutenir?

**Réponse:** Pas au courant, mais même réponse qu'à la question 1.

**Question 7:** Pensez-vous qu'il faudrait percevoir davantage d'impôts et arrêter les déficits d'impôts?

**Réponse:** Nous ne pensons pas que les impôts et l'évasion fiscale soit une question de classe. Quelles sont les taxes perçues et la façon de les collecter, c'est un problème de la classe capitaliste et de l'État

capitaliste.

**Question 8:** Pensez-vous que les pays de l'UE devraient mieux coopérer afin de combler les lacunes qui permettent aux très riches et grandes entreprises de contourner l'impôt?

**Réponse:** Même réponse qu'à la question 7.

**Question 9:** Êtes-vous favorable à une extension de l'interdiction d'appartenance à des groupes d'extrême droite aux services publics?

**Réponse:** Nous sommes opposés à toutes les interdictions et prescriptions pour tenir simplement des opinions. Il s'agit d'un dangereux précédent, qui a été et pourrait être encore s'élargir à des personnes considérées comme des critiques du capitalisme. Alors, non, nous ne soutenons pas l'extension de l'interdiction d'être membres de groupes d'extrême droite à la fonction publique et aux services publics en général, même si leurs opinions sont dangereuses et nous sont odieuses. Ce n'est pas la meilleure façon de traiter avec eux.

## La situation en Iran

(Traduction d'un billet publié en juin 2009 sur *Socialism or your money back*, le blog du Parti socialiste de Grande-Bretagne.)

Qu'est-ce se passe en Iran ? Vu la suppression des informations fiables venant du pays et les diverses affirmations contradictoires sur le Net qui en sont la conséquence, il est difficile à répondre à cette question.

Les socialistes n'ont aucune hésitation à s'opposer à Ahmadinejad et au régime iranien. Certains parmi la malheureuse Gauche, inspirés en partie par la théorie (historiquement réfutée) de l'impérialisme de Lénine, croient voir quelque chose de progressiste chez Ahmadinejad à cause de l'opposition de l'Iran aux États-Unis. Se faisant ils se font complices d'une des dictatures les plus dégueulasses des temps modernes et ne méritent donc que le mépris le plus extrême. En effet, avant le 12 juin il était fréquent d'entendre des gens de la Gauche prétendent que l'on ne devrait pas critiquer le régime iranien parce que ce serait renforcer les intérêts de l'impérialisme américain, comme si la répression de la classe travailleuse iranienne (qu'ils soient, par exemple, des gays et des syndicalistes) ne comptait pour rien, et comme si l'on ne pouvait en même temps s'opposer aux intérêts du Capital et soutenir la lutte des travailleurs pour plus de libertés syndicale et démocratique.

Les socialistes n'ont aucune hésitation non plus à s'opposer à Moussavi. Il proteste un peu trop quand il parle de la fraude électorale, puisqu'il était partie prenante du même régime brutal pendant des années.

Espérons que les protestations deviennent plus fortes que Moussavi et le régime iranien actuel, qu'elles progressent au-delà de la question de la fraude électorale vers un mouvement de la classe travailleuse urbaine d'Iran (qui est souvent décrite improprement comme « classe moyenne »). Il est possible que cela se produise quand les images pénibles de la mort de Neda circulent largement.

## Lettre ouverte du SPGB aux syndicalistes

Texte du comité exécutif du Parti socialiste de Grande-Bretagne, août 2009

Encore une fois le capitalisme se trouve dans une de ses crises économiques périodiques, cette fois plus importante que dans le passé récent. Comme d'habitude, c'est nous qui en sommes les victimes. Cette crise, comme toutes les crises capitalistes, résulte de la poursuite incontrôlable des profits qui est le moteur du système capitaliste.

Tandis que toutes les entreprises capitalistes chassent les profits, il est inévitable qu'un secteur ou un autre de l'économie capitaliste produise plus qu'il ne peut vendre. Cette fois c'était le secteur de la construction de logements aux États-Unis. Sa surexpansion a eu un effet immédiat sur le secteur bancaire qui, dans sa propre chasse aux profits, a eu recours à des pratiques douteuses. Cela a touché d'autres secteurs à tour de rôle et continue encore à se répandre dans l'économie. C'est là où nous en sommes aujourd'hui, avec les entreprises qui ferment et le chômage qui monte à côté des besoins non satisfaits.

On s'attend à ce que le nombre des chômeurs atteigne les 3 millions, peut-être même avant la fin de l'année. Face à ce tsunami économique le gouvernement a été perdu. Il a dépanné les banques mais à part cela tout ce qu'il a fait est de faire marcher la blanche à billets. Mais cela ne fera pas faire remonter la production. Cela ne donnera plus tard comme résultat que l'inflation. Il semble que ce gouvernement travailliste, comme tous les gouvernements travaillistes antérieurs, va quitter le pouvoir avec un nombre de chômeurs plus élevé que lorsqu'il a été élu. Encore une démonstration que les gouvernements ne contrôlent pas la façon dont l'économie capitaliste fonctionne.

L'économie capitaliste se redressera tôt ou tard mais d'elle-même, non pas comme résultat d'une action gouvernementale quelconque. Et non sans faire souffrir la classe travailleuse pour bien des mois à venir.

La reprise ne peut se faire sans que le taux de profit ne se redresse. Ce que les employeurs poursuivent activement en imposant des blocages, voire des diminutions, de salaires, des attaques aux régimes de retraite et toutes autres choses auxquelles ils peuvent penser pour réduire les coûts du travail. Certains ont même eu l'effronterie de demander à leurs employés de travailler pour rien. Entre-temps le gouvernement travailliste et l'opposition conservatrice insistent que la misère doit s'étendre aux fonctionnaires.

Il faut que les travailleurs résistent. Mais la crise a poussé la balance des forces encore plus en faveur des employeurs. Dans les meilleures des circonstances, lorsque la production s'étend et qu'il y a une pénurie de travail, les syndicats luttent durement pour faire monter les salaires un peu plus que les prix. Aujourd'hui, quand la production tombe et le chômage monte, les syndicats ne peuvent faire davantage que retarder le déclin, empêcher que les choses empirent.

Posez-vous donc cette question : pourquoi devons-nous refaire les mêmes luttes continuellement ? Est-ce là le seul avenir ? Oui, aussi longtemps que le système capitaliste avec sa production en vue du profit existera. Heureusement le capitalisme n'est pas la seule façon d'organiser la production et la distribution de ce dont nous avons besoin. Il y a une alternative.

Nous, travailleurs, nous pouvons — et nous devons — nous organiser pour mettre un fin au système capitaliste qui nous oblige à nous salarier. Nous devons nous organiser pour le remplacer par un système basé sur la production de ce dont nous avons besoin simplement parce que nous en avons besoin et non pas pour faire des profits comme actuellement. La production pour l'usage et non plus la production en vue du profit. Mais nous ne pouvons décider de ce qui sera produit sans posséder et gérer également les



moyens de production. Bref, ce qu'il faut, c'est le socialisme, la possession en commun et la gestion démocratique des moyens de production.

Pour le réaliser, il faut que nous entreprenions une action politique. Il faut que nous nous organisions non seulement en syndicats mais aussi dans un parti politique ayant comme seul but le socialisme. Le parti travailliste n'a jamais été un tel parti, même si à l'origine il a été établi et financé par les syndicats. Sa politique n'était que de rechercher des réformes dans le cadre du capitalisme. Les gouvernements travaillistes ont effectivement introduit des réformes, mais ils n'ont jamais réussi à faire fonctionner le système capitaliste dans l'intérêt des travailleurs. Cela n'est pas possible. Tous les gouvernements travaillistes ont donc fini par gérer le système capitaliste de la seule façon dont on le peut — comme système de profit dans l'intérêt de ceux qui vivent des profits extraits du travail non payé des travailleurs salariés. Le parti travailliste n'a pas transformé le capitalisme. C'est le capitalisme qui a transformé le parti travailliste en une bande d'apologistes méprisables du capitalisme comme tout le monde peut le voir aujourd'hui. Il est grand temps que les syndicats se désaffilient de ce parti capitaliste, comme certains l'ont déjà fait.

Vu l'échec du parti travailliste actuel, certains appellent à la formation d'un nouveau *Labour party* basé sur les syndicats. Cela serait une erreur. Le réformisme travailliste a échoué et échouerait encore. Non, ne prenons pas cette voie une seconde fois. Apprenons la leçon de l'histoire qu'aucun gouvernement ne peut manipuler le capitalisme de façon à assurer de façon permanente le plein emploi et les augmentations salariales régulières (ce dont rêve le TUC [Trades Union Congress], et pas seulement eux). Même si cela était possible, l'exploitation du travail salarié sur laquelle se base le capitalisme existerait toujours.

Non, ce qu'il faut, c'est, comme nous l'avons déjà dit, un parti avec le socialisme comme seul but et seule politique, un instrument que les travailleurs puissent utiliser afin de gagner le contrôle du pouvoir politique en vue de mettre fin au capitalisme et à son système de salariat et d'introduire à sa place un système basé sur la possession en commun et la gestion démocratique des moyens de production, pour que ceux-ci puissent être utilisés pour satisfaire les besoins de la population, en accord avec le principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

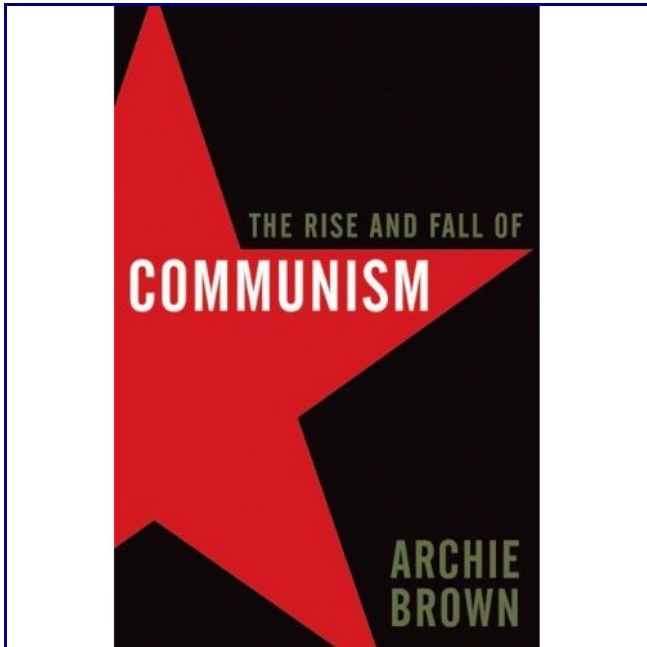
Le socialisme reste l'espoir de l'humanité. Travaillons pour le réaliser.

## L'essor et la chute du communisme

Traduction d'une note de lecture parue dans le *Socialist standard* de septembre 2009.

*The Rise and Fall of Communism* [L'essor et la chute du communisme]

par **Archie Brown** ( Bodley Head. 2009. £25)



Archie Brown, professeur à Oxford et expert sur le sujet, commence par définir ses mots. Par *Communisme* (avec un C majuscule), il entend ce qui existait en Russie et dans 14 autres pays et qui existe encore aujourd'hui à des degrés divers dans cinq d'entre eux (Chine, Vietnam, Corée du Nord, Cuba et Laos), caractérisé par la monopolisation du pouvoir par un parti communiste, organisé de façon rigide, hiérarchique et discipliné, la propriété étatique des principaux moyens de production et une économie dirigée de haut en bas. Par *communisme* (avec un petit c), il définit «la société auto-administrée, sans état, coopérative» que le Parti communiste avait proclamé comme objectif à long terme —et qui était l'objectif de Marx aussi (et aussi notre seul et immédiat objectif, même si nous préférons l'appeler le socialisme).

Ceci pris en considération, ce tome de 700 pages est un compte-rendu objectif de l'histoire et de la disparition en Europe des régimes communistes (ce que nous avons appelé capitalisme d'État) qu'il considère comme le fait marquant du 20<sup>e</sup> siècle. Malheureusement pour nous, communistes authentiques, en dehors de la douleur infligée aux travailleurs des pays concernés, ceux-ci ont traîné le nom du communisme (avec un petit c) dans la boue, rendant ainsi d'autant plus difficile la tâche de diffuser l'idée d'une société sans état, sans classes, sans argent comme l'alternative au capitalisme

ALB

## Le socialisme n'a jamais été essayé

Traduction de l'éditorial du *Socialist standard* de novembre 2009.

Il y a vingt ans ce mois-ci le Mur de Berlin tombait, symbolisant la fin de la division de l'Europe entre sphères d'influence russe et occidentale. La Russie perdait la guerre froide et ses dirigeants sous Gorbatchev avaient décidé de ne plus soutenir les régimes fantoches qu'elle avait mis en place en Europe de l'Est, conformément au dépeçage convenu entre Roosevelt, Churchill et Staline à Yalta en février 1945.

De ce point de vue, cela représentait un changement dans l'équilibre des forces impérialistes. Le « pire » restait à venir pour la Russie où deux ans plus tard la soi-disante « Union des Républiques Socialistes Soviétiques » se partitionnait, réduisant la Russie à la plus modeste taille depuis des siècles.

Il y eut quelques avantages pour les peuples des pays concernés. La démocratie politique limitée qui existait en Europe occidentale leur était étendue, permettant aux travailleurs de s'organiser dans des syndicats qui n'étaient pas intégrés à l'appareil d'État, comme ça avait été le cas, et aux gens de s'exprimer et de propager leurs différentes opinions politiques, notamment socialistes. La fin de la dictature du parti unique était clairement une évolution bienvenue.

Nous avions espéré davantage. Après tout, nous avons dénoncé depuis longtemps la prétention de ces pays à s'appeler « socialistes » et les faits nous ont donné raison. Leur élimination aurait dû faciliter notre propagande socialiste mais malheureusement c'est le contraire qui s'est produit: nombreux sont ceux qui ont considéré que leur échec était l'échec du socialisme. On a entendu que le socialisme avait été essayé, avait échoué, était désormais périmé. Les intellectuels pro-capitalistes comme Francis Fukuyama ont même triomphalement célébré la « fin de l'histoire » où l'évolution humaine se terminait, paisiblement et harmonieusement, dans l'économie de marché universelle. Cela a présenté une difficulté pour quiconque s'appelle socialiste. Beaucoup parmi ceux qui revendiquaient ce nom ont laissé tombé tout projet alternatif et nous ont dit que le seul choix était désormais entre différents « modèles » de capitalisme. Nous nous sommes opposés à cela et avons réaffirmé la pertinence du socialisme: ce qui avait échoué en Russie et en Europe de l'Est ça n'était pas du socialisme mais une forme de capitalisme où c'était l'État qui orchestrait l'exploitation de la classe travailleuse et l'accumulation du capital issue des profits. C'était ce système capitaliste d'État qui avait échoué, pas le socialisme.

La chute du Mur n'a apporté ni la paix ni l'harmonie. Le capitalisme a continué de produire des guerres et des crises économiques sous la menace d'un réchauffement planétaire. La privation générale et l'aliénation se poursuivent. La propriété commune et la gestion démocratique des forces productives, avec une production pour l'usage selon le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », demeure le seul cadre dans lequel pourront être résolus les problèmes qui se posent à la classe travailleuse en particulier et à l'humanité en général.

## Qui a sauvé les banquiers ?

Adaptation (avec l'accord de l'auteur) d'un article paru dans le *Socialist standard* de février 2010.

On nous dit que c'est nous, "contribuables", qui avons sauvé les banquiers. Ça n'est pas aussi simple...

Les gens sont remontés contre les banques, leur reprochant d'avoir causé la crise, qu'il a fallu les renflouer et qu'ils versent encore des bonus obscènes. Ils les voient comme ne produisant rien, brassant juste de l'argent.

Certaines de ces critiques sont justifiées, d'autres pas. Les banques ne produisent rien d'utile, elles n'en jouent pas moins un rôle essentiel sous le capitalisme. Si elles n'ont pas causé la crise, elles s'y sont vautrées comme tout business face à des profits faciles. C'est l'impératif de chercher des profits qui amène régulièrement des crises.

Grâce à qui les banques ont-elles été tiré d'affaire ? N'ont-elles pas été renflouées par les contribuables, et n'est-ce pas nous qui sommes les contribuables? Oui et non. Elles ont été renflouées par le gouvernement, dont la principale source de revenus ce sont les impôts. Mais il nous faut critiquer cette expression de "contribuables" dans laquelle tous ceux qui paient l'impôt auraient des intérêts communs. Ce qui compte vraiment pour les salariés, c'est le salaire net, net d'impôts et de "contributions", ce avec quoi il faut vivre. On ne vit pas avec un salaire brut, avant prélèvements obligatoires. Dans certains pays, le prélèvement fiscal se fait d'ailleurs à la source. La TVA, de même, augmente le coût de la vie, mais le marché du travail fonctionne sur le pouvoir d'achat réel.

En ce sens, quelque soient les contribuables physiques, ce sont les employeurs et propriétaires fonciers qui paient finalement l'impôt, même si toutes les taxes, les impôts, le renflouement des banques viennent des richesses produites par les travailleurs, par leur force de travail physique ou intellectuelle vendue à leurs employeurs contre un salaire, puisque toute production réelle de richesse vient de cette force de travail. Nous avons déjà été volé, les impôts tombent sur ceux qui nous ont volé, et ce sont eux qui par l'intermédiaire de l'État ont renfloué les banques. Ça ne leur a pas plu, même si ça leur était nécessaire, et ils ont mobilisé les médias contre les "banquiers". Mais les excès des banquiers, si scandaleux soient-ils, ne sont pas vraiment notre affaire. Laissons se quereller les voleurs sur ce qui nous a déjà été volé. Les banquiers sont certainement des parasites inutiles, mais des parasites de parasites, des parasites de ceux qui exploitent directement le travail productif.

L'argent qui a servi au renflouement ne venait pas que des impôts, une partie est venue d'emprunts auprès des capitalistes. La classe capitaliste n'aime guère cela car ça signifie qu'une partie des impôts qui tombent sur elle doit servir à rembourser avec intérêt ceux des siens qui ont prêté de l'argent au gouvernement. C'est ce qu'on appelle la dette publique, en fait la dette de l'État capitaliste, consistant en un transfert de richesse d'une section à une autre au sein de la classe capitaliste. Là encore, ce n'est pas notre affaire: leur dette n'est pas la nôtre. Sauf que la classe capitaliste —et ses représentants politiques au parlement, les politiciens de tous poils —a engagé une campagne pour réduire les coûts de ces remboursements aux capitalistes en rognant sur les services publics fournis à contrecœur aux travailleurs. Les travailleurs, sous le capitalisme, sont les sempiternelles victimes. Une bonne raison pour ne pas supporter plus longtemps le capitalisme.

## Notre Mayday et le leur

Traduction rapide d'un billet d'Alan Johnstone paru sur *Socialisme or your money back*, blog du SPGB (1er mai 2010).

Le premier mai est le jour où le mouvement ouvrier célèbre son internationalisme, affirme l'unité de classe au-delà des frontières. C'est en tout cas en ces termes que le fait le Parti socialiste de Grande-Bretagne (S.P.G.B.), car la tradition s'est dégradée dans la réalité d'aujourd'hui.

Le Premier Mai, Mayday, ne semble plus être un événement culturel, il s'est de plus en plus dissocié de l'horizon de la grande majorité de la classe travailleuse. Et si les travailleurs manifestent le Premier Mai, est-ce encore pour de bonnes raisons ? Le Premier Mai est tombé aux mains de la hiérarchie du parti travailliste et de ses valets syndicalistes, est devenu une célébration de leurs organisations, une journée du triomphe travailliste et son auto-congratulation, un acte de lèche-bottes et de prosternation face aux maîtres politiques. C'est révélateur que le Premier Mai soit devenu coupé de l'expérience vivante de la plupart des travailleurs. C'est un processus de dissociation continue de la classe travailleuse de tout contrôle réel sur leur vie économique, les institutions aliénantes, créées dans le cadre de la domination étatique. Comme les gens s'éloignent de plus de plus des manifestations, cela permet aux travaillistes et à leurs laquais syndicaux de faire du Premier Mai leur journée.

En se rappelant que 364 jours par an appartiennent à leurs patrons, les travailleurs peuvent prendre des mesures pour arracher Mayday à l'emprise de la bureaucratie syndicale aliénée, et en faire notre journée une fois encore. Mayday appartient aux travailleurs. Bien que cela implique d'admettre que le reste de l'année appartient aux capitalistes, cela signifie aussi que nous savons qui nous sommes. Que Mayday soit commémoré par les travailleurs à travers le monde nous rappelle que nous avons un monde à gagner et que nous pouvons le gagner. Notre tâche est de construire une union de la classe travailleuse, organisée pour mettre fin au système de propriété qui divise et nous opprime.

## Lever le blocus de Gaza

Article posté le 1er juin 2010 sur le blog du Parti socialiste de Grande-Bretagne (SPGB): *SOCIALISM OR YOUR MONEY BACK*.

Une fois de plus au Moyen-Orient des travailleurs innocents ont été tués. Confronté à des organisations d'aide contestant l'état de siège qu'il a instauré de Gaza, l'État israélien a décidé que la force militaire écrasante était le seul moyen de remédier à la situation. Les gouvernements essaient de lui faire remarquer qu'il ne s'agissait pas de terroristes, mais de gens ayant des valeurs, d'où de pieux "regrets" pour la perte de vies humaines. Pourtant, peu de choses les séparent, tant dans les moyens et méthodes que dans le but final.

Les socialistes ne soutiennent aucun État, tous les États ne sont que contrainte nationale organisée de force. Nous sommes opposés à l'ensemble d'entre eux et soutenons les intérêts des opprimés, de façon non sélective, partout où ils se trouvent. Les socialistes se sont toujours spontanément placés du côté des opprimés contre les oppresseurs, et l'utilisation de la force par l'État d'Israël le place clairement comme l'opresseur. Mais ce n'est pas parce que nous sympathisons avec les victimes de l'oppression israélienne que cela signifie que nous sommes favorables aux solutions qui ont leur faveur. Notre opposition au sionisme ne veut pas dire que nous soutenons le Hamas ou le Fatah. Contrairement à beaucoup à gauche, nous ne condamnons pas seulement et spécialement le nationalisme juif. Nous condamnons également tous les nationalismes. Tous les États sont artificiels et illégitimes, Israël en particulier mais un futur État palestinien serait lui aussi un État capitaliste.

Le Parti socialiste a mis en garde contre les dangers de l'apathie politique, de la confiance dans les dirigeants, du fait d'accepter sans discuter tout ce que disent les gouvernements. Notre inaction est un élément important dans notre exploitation permanente, la classe dominante y voit notre consentement. Le capitalisme peut perpétuer la guerre, mais notre apathie fait partie du processus. C'est l'inaction et la complaisance de la classe travailleuse qui permettent ces injustices horribles comme à Gaza de continuer. Les véritables maux de ce monde sont causés par des gangs rivaux de la classe dominante qui contrôlent les médias, s'appuient sur l'ignorance des masses et leurs divisions dues au nationalisme et à la religion.

La paix est toujours préférable à la guerre. Parce que les guerres ne sont jamais menées dans l'intérêt des gens ordinaires. Et parce que dans les guerres, ce sont toujours des gens ordinaires qui souffrent. Ainsi, quelle qu'en soient les raisons invoquées, les socialistes ne peuvent que saluer la fin de toute guerre dans quelque partie du monde que ce soit. Arrêtez le massacre, arrêtez les souffrances, c'est notre politique permanente.

## Grande-Bretagne: Le gouvernement déclare la guerre de classe

Traduction d'un article paru en juin 2010 sur *Socialism or your money back*, blog animé par des militants du Parti socialiste de Grande-Bretagne (SPGB).

« Coupes féroces » dans les dépenses des ministères, coupes dans l'aide au logement, deux ans de gel des salaires des fonctionnaires, moins de prestations d'aide sociale, hausse des prix due à la hausse de la TVA, voilà les annonces du 22 juin inaugurant ouvertement une nouvelle « période d'austérité » et d'« années douloureuses », ce qui confirme que le rôle des gouvernements est de mettre l'appareil d'État au service de l'intérêt général de la classe capitaliste, l'infime minorité des super-riches qui possèdent et contrôlent les moyens de production. Que les gouvernements soient véritablement les « comités exécutifs de la classe dirigeante », c'est ce que Marx avait dit.

De fait, dans un retour au XIX<sup>e</sup> siècle, ce gouvernement est essentiellement composé de membres de la classe dirigeante. Et ces millionnaires ont le culot de nous dire que nous devrions nous serrer la ceinture et changer notre mode de vie afin que leur pouvoir continue.

En réduisant l'impôt sur les sociétés le chancelier a suivi les conseils d'un comparse conservateur qui écrivait dans le *Times* (17 Juin) qu'il fallait choisir « les intérêts des employeurs et des créateurs de richesse. Ça ne sera pas populaire, mais une meilleure santé des entreprises —grâce aux exonérations fiscales et à la fin des tracasseries administratives —est essentielle pour générer des recettes fiscales, des exportations et de nouveaux emplois. »

On notera l'arrogance de ces gens qui se décrivent comme des « créateurs de richesse », alors qu'en fait ce sont les employés et non les employeurs qui créent la richesse en transformant les matières premières en choses utiles. Ce que font les employeurs c'est qu'un maximum de cette richesse nouvellement créée aille aux profits de leurs entreprises.

Mais les conservateurs ont raison sur un point. Sous le capitalisme le moteur de la croissance c'est bel et bien l'accumulation du capital par les entreprises et cela est alimenté par les profits. En ce sens, les recettes fiscales et les emplois dépendent d'entreprises lucratives en bonne santé, même si c'est de la camelote de tenter de faire croire aux gens qu'il serait dans leur intérêt que la priorité soit donnée aux bénéfiques. Que la priorité doive être accordée aux profits au détriment du niveau de vie des travailleurs et des personnes à charge est la confirmation que le capitalisme est un système où la création de richesses ne fonctionne pas dans l'intérêt de la majorité. C'est pourquoi il faut s'en débarrasser.

En attendant, il faut vivre avec. Ça ne signifie pas que nous devons accepter les mesures gouvernementales. La baisse concrète de notre niveau de vie ne doit pas être quelque chose que le gouvernement peut décréter. Cela dépend de notre détermination à résister. En d'autres termes, de la lutte des classes. Mais, tout étant toujours contre nous sous le capitalisme, ce ne sera qu'une défensive pour essayer d'empêcher que les choses ne s'aggravent.

C'est encore une raison pour laquelle nous devrions nous organiser, non seulement pour limiter les dégâts, mais pour mettre fin au capitalisme et instaurer une société fondée sur la propriété commune et le contrôle démocratique des moyens de production, de sorte que la production puisse être adaptée aux besoins des gens au lieu d'être subordonné à faire des profits pour quelques-uns.

## Pas de leadership

Lettre publiée dans le *Weekly Worker* (journal du Parti communiste de Grande-Bretagne) N°845 du 9 décembre 2010 (pp. 2-3).

Vos correspondants, Phil Kent et Tony Clark, manquent leur but en décrivant le Parti Socialiste de Grande-Bretagne comme anarchiste ou pratiquant un “abstentionnisme démocratique abstrait”, quoi que ça veuille signifier (Lettres, 2 décembre). L'extrême gauche ne parvient généralement pas à comprendre notre position, parce qu'elle s'est trouvée, depuis la Révolution russe, intoxiquée par le léninisme.

Si vous voulez qualifier notre position, n'est-elle pas marxiste ? Ou engelsiste ? Vers la fin de leurs vies, tant Marx qu'Engels ont pensé que “... *Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent.*”

C'est pourquoi nous nous opposons au leadership politique. Certaines personnes auront une meilleure compréhension de la théorie que d'autres, certains seront dans une meilleure position que d'autres pour faire le travail pratique, etc. C'est évidemment vrai. Mais c'est très différent de dire que ces gens devraient prendre le pouvoir au nom du reste d'entre nous. Quand il s'agit de la transformation complète de l'organisation sociale, la classe dans son ensemble doit savoir ce qu'elle veut et où elle va et s'organiser démocratiquement pour l'accomplir. Le reste n'est au mieux qu'illusion. Au pire c'est la voie vers une autre dictature exécrationnelle qui discréditerait le nom du socialisme pour encore quelques générations.

Stuart Watkins  
SPGB



## Où va la Belgique ?

15 janvier 2011.

Le roi Albert vient de demander aux partis politiques de se mettre d'accord sur un programme d'austérité comme dans tous les autres pays. C'est que 7 mois après les élections du juin dernier la Belgique n'a toujours pas de gouvernement.

Le problème est que les capitalistes de la Flandre (aujourd'hui la partie de la Belgique la plus dynamique du point de vue économique) ne veulent plus financer la sécurité sociale pour les travailleurs en Wallonie (autrefois la partie la plus dynamique mais sur le déclin depuis les années septante avec le déclin des industries charbonnière et sidérurgique). Le parti qui a gagné le plus de sièges en Flandre réclame même la sécession de la Flandre.

Il faut se rappeler toutefois que c'était la gauche en Wallonie (y compris le Parti communiste et les trotskistes dont leur chef international, le belge Ernest Mandel) qui, la première, avait demandé la fédéralisation de la Belgique.

Suite à la grande grève de 1960-61, suivie massivement en Wallonie mais pas en Flandre, le dirigeant syndicaliste de gauche, André Renard, a demandé que la Wallonie ait le pouvoir de poursuivre sa propre politique économique et ainsi d'adopter des « réformes de structure anti-capitalistes ». Maintenant l'ordre des choses est inversé.

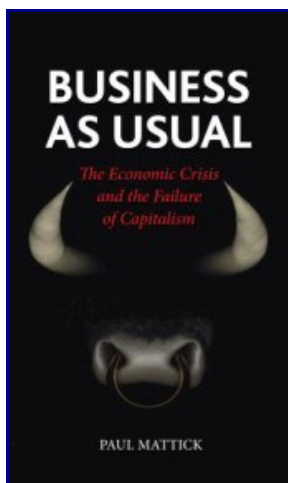
Que la Belgique devienne un État fédéral, ou même qu'elle se scinde en deux, ne concerne pas la classe travailleuse. Quelle que soit une éventuelle constitution nouvelle elle sera celle d'un État capitaliste dans lequel la classe travailleuse restera dans l'obligation de vendre sa force de travail à ceux qui possèdent les moyens de production.

La « question communautaire », c'est un leurre. Tous ceux qui doivent travailler pour un salaire ont le même intérêt à abolir le capitalisme, peu importe la langue qu'ils parlent. Comme il est inscrit sur la maison des coopératives à Gand: WERKLIEDEN ALLER LANDEN VEREENIGT U.

Socialisme mondial

# Business As Usual: La crise économique et l'échec du capitalisme

Note de lecture du dernier livre de Paul Mattick junior dans le *Socialist standard* de mai 2011. Un article synthétisant les idées de son livre par Mattick junior lui-même a été publié (en anglais) dans *The Chronicle Review* en mars dernier.



**Business As Usual: The Economic Crisis And The Failure Of Capitalism by Paul Mattick.**  
**Reaktion Books: 2011. £12.95**

Pas plus tard qu'hier, nous étions tous censés croire que la mondialisation des marchés et le capitalisme étaient la voie directe vers la liberté, la paix et la prospérité pour tous. Puis, sans guère d'explication, et plutôt à l'improviste, le conte a changé. Maintenant, nous sommes incités à croire qu'en raison de circonstances incontrôlables, la prospérité devra céder la place à l'austérité. Les bons temps sont révolus.

C'est typique des crises que les histoires que nous sommes censés croire changent soudainement. Mais comment pouvons-nous comprendre le changement? Et n'y aurait-il pas mieux que ces histoires plutôt sombres et lugubres à avaler? Le petit livre Paul Mattick Jr constitue justement une telle alternative.

Pour lui, la crise indique la faillite complète et la destruction de l'économie dominante.

## *Pourquoi la crise est impossible*

Pourquoi la crise apparaît-elle comme un coup de tonnerre ? Pourquoi n'était-elle pas prévue ou attendue des économistes ou principaux commentateurs ? En bref, parce qu'il n'y a pas de place dans l'histoire économique habituelle pour les crises, pas plus qu'il n'y a de place pour les voyages interstellaires dans un roman réaliste du 19e siècle. La vieille histoire commence comme ça:

“ Le capitalisme est un système de production de richesses pour satisfaire les besoins des consommateurs. Les individus dirigeant les affaires s'occupent seulement de leurs propres intérêts, mais ce faisant, gèrent la production pour la société. Seul ce qui peut être vendu sera produit, l'argent sera emprunté, les terres louées et la main-d'œuvre salariée seulement parce que la production qui en résulte répondra à un besoin. L'argent gagné en vendant chaque produit sera alors utilisé soit à la consommation soit à une production supplémentaire. L'économie tendrait donc naturellement à un état d'équilibre, dans lequel tous les produits trouveraient acheteur. Il peut y avoir des déséquilibres momentanés entre l'offre et la demande, mais la hausse et la baisse des prix y remédierait. De cette façon, le capitalisme crée la richesse des nations, et tout va bien dans le meilleur des mondes possibles. ”

Sans doute, l'histoire semble raisonnable —elle est, après tout, une partie de notre héritage culturel, aussi familière que Noé et son arche, Jésus et les sages, le Petit Chaperon Rouge et sa grand-mère. Mais il n'y a pas de place dans cette imagerie d'Épinal pour le type de crise que nous sommes en train de vivre. La

crise apparaît comme un choc et est considéré comme un mystère tout simplement parce qu'il n'y a pas de cadre au sein duquel elle serait logique. Nous pouvons comprendre que une «crise» à une très petite échelle entraînera, quand une entreprise ne parvient pas à répondre aux besoins des consommateurs: elle peut faire faillite, et ce sera une crise pour ceux qui dépendent de son activité. Mais il n'y a pas de raison pour que cela cause de grands problèmes pour le système dans son ensemble —et les économistes ne s'y attendent pas. Dans le cadre décrit ci-dessus, il n'y a pas de place pour le genre de crises que nous constatons dans la réalité —des crises à l'échelle mondiale, où d'énormes quantités de richesse réelle et de moyens de production (usines, mines, bureaux, etc ) coexistent avec la misère et le chômage. Ce genre de folie n'a pas de sens en reprenant les termes de cette histoire. De grandes masses de richesse seraient certes aller satisfaire la demande des consommateurs? Et si la richesse a dépassé la demande des consommateurs, alors, eh bien, ce serait parfait! L'ère des loisirs et de l'abondance, depuis longtemps promis par le capitalisme, serait finalement arrivé, et nous pourrions collectivement en profiter.

Impossible de trouver une explication satisfaisante de l'intérieur de l'histoire, les conteurs sont obligés de glisser des épouvantails. dans leur récit. L'équilibre que nous attendons de l'histoire est dès lors bouleversé par un quelconque méchant, par exemple selon les prédilections du conteur: l'intervention de l'État ou une réglementation trop ou trop peu contraignante, la cupidité, et ainsi de suite. Maintenant, pourquoi ces choses peuvent parfois causer une crise et parfois pas cela reste inexplicable.

### *Pourquoi la crise est inévitable*

Cependant, il y a des penseurs, Mattick est l'un d'entre eux, qui n'ont pas du tout été surpris par la crise. Ce n'est pas, comme Mattick le dit au début de son livre, parce qu'ils sont plus malins que les conteurs traditionnels. Ils n'ont pas un meilleur accès à l'information —en fait, pour la plupart, c'est même le contraire. Il ne s'agit que d'une question "de savoir comment penser sur ce qui se passe". Ou, pour reprendre les termes précédents, d'avoir accès à de meilleures histoires, des histoires qui reflètent ce qui se passe réellement dans le monde réel. Voici l'histoire de Mattick:

«Le capitalisme n'est pas d'abord un système de production de richesses pour satisfaire la demande des consommateurs, mais pour gagner de l'argent. Le business englobe tout: l'argent est utilisé pour faire plus d'argent. Le capitaliste (ou, de plus en plus, une institution capitaliste subventionnée et soutenue par l'État) commence avec une certaine somme d'argent, qu'il injecte dans l'espoir qu'il reviendra en plus gros somme que celle de départ. À cette fin, le capitaliste achète des moyens de production et de la force de travail sur le marché, les fait fonctionner pour produire des biens, qu'il met sur le marché non seulement dans l'attente des ventes, mais des bénéfices. S'il parvient à son but, qu'il reste un capitaliste qui survit à la concurrence, il doit réinvestir au moins une partie de ces profits dans plus de production, achetant davantage de force de travail et de moyens de production, pour produire encore plus de richesse et, éventuellement, de profits monétaires. Et puis le cycle recommence, à une échelle toujours en expansion.»

La motivation n'est pas ici la satisfaction des besoins des consommateurs —une question relativement simple —mais la production et l'appropriation de bénéfices sur une échelle toujours en expansion —une chose beaucoup plus difficile à atteindre. Et comme la production de la richesse sociale prend de plus en plus ce caractère capitaliste, la production des choses dont nous avons le plus besoin se fonde non sur ce besoin ni sur notre capacité à les produire, mais sur la capacité des capitalistes à faire des profits dans le processus d'ensemble. Quand ils ne peuvent pas faire ou ne pas s'attendre à faire des profits dans la production, ou quand ils produisent trop pour vendre de façon rentable, ils n'investiront pas investir dans la production, mais dans la spéculation, ou n'investiront du tout, et amasseront l'argent. Cela peut affecter non seulement leur propre secteur d'activité, mais l'ensemble du système de production de

richesses. La crise, de ce point de vue, n'est pas causée par un croque-mitaine de contes, mais est le résultat nécessaire du processus lui-même.

### *Quelle est la réponse?*

Une fois que nous avons compris cette histoire, nous ne sommes plus choqués par les crises périodiques du capitalisme, mais nous nous y attendons. La question devient alors: avons-nous vraiment besoin de toujours faire de notre vie l'otage du profit capitaliste, ou pourrions-nous être en mesure de faire les choses autrement? Dans le courant dominant, le débat sur la façon de résoudre la crise se place entre les deux alternatives. La première consiste à laisser faire les choses et l'effondrement de l'économie amènera la correction nécessaire, la restauration de la rentabilité et éventuellement le retour du système à ses activités habituelles. La seconde est que les banques centrales devraient faire marcher la planche à billets et renflouer les faillites de sorte que «business as usual» [les affaires comme d'habitude] ne soit pas perturbé par des bouleversements catastrophiques (comme ce fut le cas avec la Grande Dépression des années 1930). Le débat est entre les besoins du business d'une part, et la nécessité de préserver la cohésion sociale (pour les mêmes besoins) d'autre part. Les hommes d'affaires et les décideurs politiques sont condamnés qu'ils fassent ou ne fassent pas. Mais les alternatives habituellement considérées comme «socialistes» des solutions de rechange sont peu probables —l'histoire a montré que la social-démocratie réformiste et que la planification centrale "communiste" ne contrôlaient pas davantage les crises du capitalisme. Il n'est pas bon, dit Mattick, d'exiger des emplois d'un système qui serait heureux de nous en fournir s'il le pouvait.

S'il y a de l'espoir, c'est dans la conviction que les êtres humains finissent par se lasser de se cogner dans les murs et commencent à chercher une porte. Si vous avez des biens et services socialement nécessaires d'une part, et des gens pauvres et des chômeurs de l'autre, et qu'il n'existe aucun moyen de mettre les deux ensemble dans une stratégie qui donne des profits aux propriétaires, alors le capitalisme appelle cela une crise. La solution —mettre ensemble les travailleurs, les chômeurs, les pauvres et les moyens de production de richesse non pas pour faire des profits, mais pour satisfaire les besoins —est appelée socialisme.

### *L'histoire a un nom*

Nous avons laissé le nom de cette histoire alternative jusqu'à la fin parce qu'il est de nature à effrayer les lecteurs non avertis. C'est parce que, dans l'histoire habituelle, il est dépeint comme un de ces épouvantails à l'affût. Le nom est: le socialisme marxiste. Le livre de Mattick est le deuxième livre majeur d'un penseur marxiste à paraître depuis le début de la crise (le premier était celui de David Harvey: *Enigma Of Capital*, recensé dans le *Socialist standard* de juin 2010). Et nous le recommandons fortement —c'est un texte brillamment complet et pourtant étonnamment court et une analyse de la crise capitaliste. Les marxistes associés à cette revue ont des divergences de détail avec Mattick. En particulier, nous dirions qu'il met trop l'accent sur la loi de Marx de la baisse tendancielle du taux de profit, et jette le bébé avec l'eau du bain quand il rejette à juste titre, la vieille gauche, mais place sa confiance davantage dans l'apparition spontanée d'entraide et de formations communistes que dans l'organisation politique de la classe ouvrière. Mais ce qui est bien plus important que des désaccords mineur est le cadre fournit par le marxisme pour comprendre ce qui se passe dans le monde réel, et pour cela, le livre Mattick est un guide indispensable.

Stuart Watkins

# Vie de Lénine

Traduction d'une note de lecture d'Adam Buick parue dans le *Socialist standard* d'août 2011.

**Lenin.** Lars T. Lih. Reaktion Books, 2011. £10.95.

C'est une bonne biographie de Lénine, né Vladimir Oulianov en 1870, fils d'un haut fonctionnaire tsariste. Lih fait bien ressortir comment jusqu'en 1917, Lénine était essentiellement un révolutionnaire russe anti-tsariste avec notamment sa propre théorie et sa stratégie pour renverser le régime tsariste et le remplacer par une république démocratique, ce qui était le but de tous les révolutionnaires russes du XIXème siècle. Au début beaucoup pensaient que la base sociale pour le renversement du tsarisme pourrait être la paysannerie. Puis ils se sont tournés vers l'assassinat (le frère de Lénine, Alexandre, a été quant à lui exécuté en 1887 après une tentative infructueuse sur la vie du tsar Alexandre III). Après les grèves très répandues dans les années 1890 certains se sont tournés vers le prolétariat d'usine comme base de masse et se sont identifiés eux-mêmes comme sociaux-démocrates marxistes. Un de ceux-ci, à partir de 1893, fut Lénine.

En tant que marxistes, les sociaux-démocrates admirent que la Russie, au moins sur ses seules forces, aurait à passer par le biais du capitalisme, ce qui créerait la base matérielle du socialisme et préparerait la classe travailleuse à diriger la société. Certains ont soutenu qu'il était donc préférable de laisser le leadership à la révolution populaire, démocratique (ou «bourgeoise») renverserait le tsarisme avec le soutien des travailleurs et des paysans. Lénine n'était pas d'accord. Lih le décrit comme tenant au «scénario héroïque» du prolétariat industriel leader de la masse du peuple russe (qui étaient principalement composé de paysans) pour renverser le tsarisme et établir une république démocratique. Lénine savait très bien que le socialisme en Russie (seule) était hors de question.

Comme cela s'est avéré, le régime tsariste régime s'est effondré sur lui-même en mars 1917 sous l'impact de la Première Guerre mondiale. Lih décrit comment Lénine a alors réorienté sa position et a commencé à soutenir qu'au lieu d'une république démocratique et du capitalisme libéral, ce qui pourrait être instauré en Russie était un régime de la classe travailleuse qui pourrait poser des «étapes vers le socialisme», en attendant une révolution socialiste dans le reste de l'Europe, dont il était convaincu qu'elle était imminente. C'est sur cette base que les bolcheviks prennent le pouvoir en novembre 1917.

La révolution socialiste européenne sur laquelle Lénine avait misé ne s'est pas concrétisée (en réalité elle n'était pas sur les cartes) et il se retrouve chef du gouvernement d'un pays à la fois économiquement et culturellement arriéré. Lénine a subi un accident vasculaire cérébral une première fois en mai 1922 et n'était plus au cœur du pouvoir jusqu'à ce qu'il décède après une troisième attaque en janvier 1924. Lih repère, comme d'autres l'ont fait, dans ses derniers articles écrits en 1923 que des doutes s'installent dans la pensée de Lénine:

"Le déficit culturel a expliqué l'échec des espoirs de Lénine pour les Soviets, mais il a également posé un défi direct à la légitimité de la révolution socialiste en Russie. Lénine y a été confronté en janvier 1923 quand il a lu un mémoire sur la révolution de 1917 écrit par le socialiste de gauche Nikolai Soukhanov. Dans les notes dictées peu après Lénine a admis que les critiques socialistes comme celle de Soukhanov posaient correctement que la Russie n'était pas prête pour le socialisme. Il a répondu à ces arguments familiers par un flot de questions rhétoriques (j'en compte neuf sur deux pages). De telles questions sont les dispositifs rhétoriques pour ceux qui ne sont pas tout à fait sûrs de leur positions. "

Il est à porter à son crédit qu'il a eu des doutes, même s'il lui était psychologiquement impossible d'admettre qu'il avait eu tort en 1917. Il n'a pour autant jamais été question, bien sûr, de la moindre

perspective que les bolcheviks abandonnent le pouvoir politique. Peut-être que si Lénine n'était pas mort à l'âge relativement jeune de 53 ans le capitalisme qui, inévitablement, s'est développé, n'aurait pas été appelé «socialisme», mais «capitalisme d'État», Lénine le savait.

ALB

## Tous keynésiens désormais ?

Note de lecture parue dans le *Socialist standard* de novembre 2011.

*The Political Economy of Development*. Edité par Bayliss, Fine and Van Waeyenberge (Pluto Press) 2011.

Le sujet de ce livre est la Banque mondiale. Avec le Fonds monétaire international, elle a été créée lors d'une conférence des Nations unies à Bretton Woods (États-Unis) en 1944. Le but initial de la Banque était d'encourager les investissements d'après-guerre pour la reconstruction et le développement en faisant des prêts aux gouvernements. La Banque, basée à Washington, a continué à développer des programmes d'aide financière pour les pays les moins développés du monde. Cette aide était critiquée du fait qu'elle était conditionnée à l'acceptation du «Consensus de Washington» sur la nécessité de mettre en œuvre l'idéologie néolibérale —la déréglementation des marchés, les privatisations et un moindre rôle de l'État. Depuis 1998, cela a été remplacé par l'«après-consensus de Washington» dans lequel la Banque favorise le marché grâce à l'intervention étatique. Comme l'expliquent les auteurs, «le néo-libéralisme n'a jamais été avare d'intervention de l'État». Ce qui est nouveau, affirment-ils, c'est l'expansion soutenue par l'État des institutions financières privées et des services au cours des trois dernières décennies.

Ce livre remet en question les présupposés néo-libéraux qui guident encore la Banque, détaillant des preuves de ses échecs. Mais quelle est l'alternative? Les auteurs posent la question rhétorique: «Sommes-nous tous redevenus keynésiens? » en sous-entendant clairement que ce serait la seule alternative. Toutefois, cette conclusion manque de perspective historique. Le keynésianisme (se référant à l'économiste JM Keynes) est essentiellement la croyance que les gouvernements devraient intervenir dans l'économie pour la tirer d'affaire, et son incapacité à résoudre les problèmes du capitalisme a conduit à son remplacement par la foi dans le tout-marché dans les années 1980. (En pratique, les gouvernements —même ceux qui désavouaient formellement le keynésianisme —sont intervenus pour soutenir leurs marchés chaque fois que nécessaire, surtout dans la récession actuelle). La foi néo-libérale dans le marché devait finir dans la désillusion, mais cela n'amène pas à justifier une foi tout autant erronée dans l'économie keynésienne. Le keynésianisme et le néo-libéralisme ne sont que deux politiques pour gouverner le capitalisme.

LEW

# DÉCLARATION DE PRINCIPES

Le Mouvement Socialiste Mondial affirme:

1. Que la société telle qu'elle est actuellement constituée est fondée sur la possession des moyens d'existence (terre, usines, chemins de fer, etc.) par la classe capitaliste ou dominante qui tient ainsi asservie la classe travailleuse, dont le travail seul produit toutes les richesses.
2. Qu'il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.
3. Que cet antagonisme ne peut être aboli que par l'émancipation de la classe travailleuse de la domination de la classe dominante, et ce, par la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et leur contrôle démocratique par la population tout entière.
4. Que puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière classe à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité tout entière, sans distinction de race ou de sexe.
5. Que cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.
6. Que, puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver le monopole de la classe capitaliste sur les richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de la conquête des pouvoirs gouvernementaux, tant nationaux que locaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse être convertie d'un instrument d'oppression en l'agent d'émancipation et d'abolition des privilèges, aristocratiques et ploutocratiques.
7. Que puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classe, et étant donné que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit s'opposer à tout autre parti.
8. Un Parti Socialiste authentique doit donc entrer dans le champ de l'action politique, déterminé à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils soient ouvertement capitalistes, et lance un appel aux membres de la classe travailleuse de ce pays pour qu'ils se groupent sous sa bannière dans le but de mettre rapidement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède la place au bien-être, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

Brochure « Une autre parole socialiste »

